

PRÉSIDENT

**Le Président Tebboune préside un Conseil des ministres**

P. 24

ALGÉRIE - MALI

**M. Sabri Boukadoum entame une visite de travail à Bamako**

P. 24

AMENDEMENT DE LA CONSTITUTION

**Coup d'envoi dimanche de la révision exceptionnelle des listes électorales**

P. 3

## PROJET DE RÉVISION DE LA LOI ÉLECTORALE

# Le Président Tebboune installe la Commission nationale

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a procédé, samedi, à l'installation de la Commission nationale chargée de l'élaboration du projet de révision de la loi organique portant régime électoral, sous la présidence du Pr. Laraba, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"A cette occasion, le Président de la République a donné des orientations aux membres de la Commission nationale concernant leurs missions, mettant l'accent sur la définition de normes électorales transparentes qui consacrent une rupture totale avec les mauvaises pratiques du passé, en interdisant le système des quotas dans la répartition des sièges et l'achat des consciences et en séparant argent et Politique, en tant que conditions indispensables pour la moralisation de la vie politique et la garantie d'élections reflétant réellement la volonté populaire, ce qui donnera naissance à des institutions démocratiques, intègres, crédibles, de niveau, ouvertes aux jeunes notamment les universitaires et à la société civile".

P. 3



RÉVISION DE LA CONSTITUTION

**Belhimer relève l'importance pour les journaux publics d'assurer une large explication du projet**

P. 3

UNIVERSITÉ

**"L'enseignement à distance selon les exigences de la modernisation"**

P. 4

RESSOURCES EN EAU

**ADE: un contrat de performance dès 2021**

P. 3

SANTÉ

**DU SANG DANS LES URINES QUAND CONSULTER ?**

P.p 12-13

## FOOTBALL

LIGUE 1 - REPRISSE DES ENTRAÎNEMENTS

**Les clubs voient enfin le bout du tunnel**

P. 21



AFFAIRE TikTok

**Possible accord impliquant Oracle et Walmart**

P. 16

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

**Un terroriste abattu et un pistolet mitrailleur récupéré à Jijel (MDN)**

P. 24

## UNIVERSITÉ

## Reprise des activités pédagogiques en présentiel à l'université Oran 2 sous de strictes mesures de prévention



L'université d'Oran 2 "Mohamed Benahmed" a lancé, samedi, la seconde phase de la reprise des activités pédagogiques en présentiel, avec de "strictes mesures" de prévention contre la Covid-19, a indiqué la chargée de communication de cet établissement.

Cette seconde phase de reprise, impliquant la présence physique des étudiants, pour faire des révisions et passer les examens, se fera par vagues, de manière graduelle, pour pouvoir gérer les flux des étudiants, a expliqué Nadia Benachour.

La première phase de reprise, entamé le 23 août a permis aux étudiants de suivre leurs cours à distance, via la plateforme "Moodle", alors que cette deuxième phase consiste à préparer et passer les examens de rattrapage, avec la présence physique des étudiants, pour clôturer l'année 2019/2020, a-t-elle indiqué.

Pour garantir le respect du protocole sanitaire établi par la tutelle, l'université d'Oran 2 impose une série de mesures, comme l'accueil des étudiants par groupe avec distanciation physique, la prise de température frontale à l'entrée des salles, la mise à disposition du gel hydroalcoolique pour tout le monde, la mise en place de poste de lavage de mains à proximité des amphithéâtres, ....

Le nombre effectif des étudiants sur place sera réduit de tiers de l'effectif, ce qui permettra la maîtrise des flux étudiants sur le campus et qui donnera approximativement 10.000 étudiants au lieu des 25.000 en temps normal, a-t-elle encore fait savoir.

## CRIMINALITÉ

## Alger: arrestation de 2 individus pour vol à la roulette à Alger (Sûreté nationale)



Les services de Sûreté d'Alger ont arrêté deux individus pour vol à la roulette et récupéré du matériel de photographie, a indiqué samedi un communiqué des mêmes services.

Cette affaire a été traitée par les services de la 2ème sûreté urbaine de Hydra relevant de la circonscription administrative de Bir Mourad Rais suite à une plainte déposée par un citoyen victime de vol à la roulette, lequel a perdu du matériel et équipements de photographie appartenant à l'organe de presse pour lequel il travaille, a précisé la même source.

L'enquête a permis d'identifier le suspect qui a proposé à une autre personne les objets volés pour vente.

Les services de sûreté ont arrêté le voleur et son acolyte à bord d'un véhicule touristique et récupéré le matériel technique, des brouilleurs et de l'argent liquide. Après finalisation des procédures juridiques en vigueur, les mis en cause ont été présentés devant les Procureur de la République territorialement compétent, lequel a ordonné leur mise en détention préventive, conclut le communiqué.

## MOSTAGANEM

## Mort d'un conducteur suite au renversement de son camion qui a pris feu (protection civile)



Un camion citerne plein de carburant s'est renversé et a pris feu dans la wilaya de Mostaganem, causant la mort de son conducteur, a-t-on appris samedi auprès de la Direction de la protection civile de la wilaya.

L'unité de la protection civile est intervenue samedi vers 4 heures 15 du matin, après qu'un camion citerne plein de carburant s'est renversé au niveau de la route nationale (RN 17) dans la commune de Fornaka (25 km à l'ouest de Mostaganem), a indiqué la même source, précisant que le véhicule a effectué plusieurs tonneaux avant de prendre feu, causant la mort du conducteur qui a été carbonisé à l'intérieur.

Les services de la protection civile ont mobilisé trois équipes des unités de la Macta et d'Aïn Nouissy et l'unité principale (trois camions anti-incendie et deux ambulances) pour venir à bout de l'incendie et éviter l'explosion de la citerne du camion, a fait savoir la même source, ajoutant que le corps du conducteur a été transféré vers la morgue de l'établissement hospitalier "Ernesto Che Guevara" de la ville de Mostaganem.

## Mostaganem: 13 personnes secourues au large des côtes (garde-côtes)



Les unités des garde-côtes ont secouru 13 personnes, portées disparues depuis quelques jours, au large des côtes à l'Est de la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris samedi auprès de cette instance.

Les unités de plongées relevant des garde-côtes ont découvert, samedi aux environs de minuit, une embarcation à son bord 13 personnes, à 3 miles nautiques (5,5 kilomètres) au nord de Khadra, commune située à 75 kilomètres à l'Est de Mostaganem.

Ce groupe, formé de 11 personnes entre adultes et mineurs, ayant pris le départ d'une plage de la wilaya de Aïn Témouchent, a tenté, dans son aventure, une traversée clandestine avant de perdre la boussole, depuis 3 jours alors qu'il se dirigeait, de manière désorientée vers l'Est, a indiqué la même source.

Les unités des garde-côtes les ont conduit au port de Mostaganem pour les formalités d'usage en pareilles circonstances, comme le stipule le protocole sanitaire relatif à la protection contre la pandémie du Covid -19. Ces personnes portées disparues que l'hôpital de campagne de la protection civile a pris le soin de consulter, sont en bonne santé.

Elles seront remises aux instances de sécurité concernées puis à la justice pour le chef d'inculpation de tentative de quitter le territoire national de manière illégale, a-t-on indiqué.

## DAÏRAS - INSTALLATION

## Installation de 5 nouveaux chefs de daïras dans la wilaya de Tissemsilt



Le wali de Tissemsilt, Abbas Badaoui a présidé, samedi, les cérémonies d'installation de 5 nouveaux chefs de daïras dans la wilaya, dans le cadre du large mouvement opéré dans ce corps par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a-t-on appris de la cellule de communication des services de la wilaya.

Dans ce contexte, il a été procédé à l'installation de Abdelkarim Bouchal, chef de daïra de Tissemsilt, Nessari Bachir, chef daïra de Bordj Bou Naama, Kamel Ali Bacha, chef de daïra de Lazharria, Mokhtar Debab, chef de daïra de Lardjem et Zohra Yazid, cheffe de daïra de Ammari, selon la même source.

Le wali de Tissemsilt a insisté, auprès de ces nouveaux chefs de daïras, sur l'impératif de travailler sans complaisance pour une meilleure prise en charge des préoccupations des citoyens, notamment les populations des zones d'ombre et de donner une impulsion aux projets de développement dont ont bénéficié ces agglomérations rurales enclavées, a-t-on indiqué.

## TIZI-OUZOU

## Installation des nouveaux chefs de daïras



Les nouveaux chefs de daïras, nommés au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou lors du dernier mouvement opéré par le Président de la République, ont été installés dans leurs fonctions samedi lors d'une cérémonie au siège de la wilaya.

Il s'agit de 05 cadres de l'administration locale promu à ce poste au niveau des daïra de Ain El Hammam, Makouda, Larbaa N' Ath Irathen, Azeffoun et Boghni dont l'ancien responsable a été nommé à la tête de la daïra de Tizi-Ouzou, ainsi que de 06 nouveaux responsables venus d'autres wilayas.

Lors de cette cérémonie, à laquelle ont assisté les autorités et la société civile locales, un hommage a été, également, rendu aux 05 chefs de daïra, et cadres de l'administration locale, au nombre de 04, nommés au même poste dans d'autres wilayas du pays.

## PRÉSIDENTENCE

## Le Président Tebboune installe la Commission nationale chargée de l'élaboration du projet de révision de la loi électorale

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a procédé, samedi, à l'installation de la Commission nationale chargée de l'élaboration du projet de révision de la loi organique portant régime électoral, sous la présidence du Pr. Laraba, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"A cette occasion, le Président de la République a donné des orientations aux membres de la Commission nationale concernant leurs missions, mettant l'accent sur la définition de normes électorales transparentes qui consacrent une rupture totale avec les mauvaises pratiques du passé, en interdisant le système des quotas dans la répartition des sièges et l'achat des consciences et en séparant argent et Politique, en tant que conditions indispensables pour la moralisation de la vie politique et la garantie d'élections reflétant réellement la volonté populaire, ce qui donnera naissance à des institutions démocratiques, intègres, crédibles, de niveau, ouvertes aux jeunes notamment les universitaires et à la société civile."

Le Président Tebboune a rappelé s'être engagé lors de la campagne électorale à ce que l'Etat prenne en charge le



financement de la campagne électorale des jeunes candidats, pour qu'ils ne tombent pas en proie à l'argent sale ou d'origine douteuse". Pour le Président de la République, "les nouvelles normes doivent allier, dans la mesure du possible, compétence et expérience des candidats, notamment dans les grandes villes. De même, tout citoyen ou

citoyenne jouissant de ses droits politiques et civiques ne saurait être empêché de se porter candidat, pour des raisons politiques, et ce en vue de garantir l'égalité des chances pour tous à la candidature ainsi que l'émancipation sociale et politique". La cérémonie d'installation s'est déroulée en présence du Premier ministre,

du Directeur de cabinet de la Présidence de la République, du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, du ministre Conseiller à la communication, Porte-parole officiel de la Présidence de la République et du Conseiller auprès du Président de la République, chargé des Affaires juridiques et judiciaires.

La Commission, dont le rapporteur est le Professeur Walid Lagoune, peut recourir aux compétences scientifiques et aux avis des partis politiques et de la société civile.

Elle est composée d'un représentant du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et de sept professeurs en Droit des universités d'Alger, de Tizi Ouzou, d'Oran, de Sétif, de Tlemcen, de Sidi Bel Abbès et du Centre universitaire de Tipaza, conclut le communiqué.

## RASSEMBLEMENT POUR LE "NOUVEAU PROCESSUS"

### La révision de la Constitution, un pas important vers l'édification d'une Algérie forte

Les participants à une rencontre ayant regroupé la société civile, des associations et des cadres dans le cadre du Rassemblement pour le "nouveau processus" ont estimé, samedi à Alger, que "la révision de la Constitution initiée par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, se veut "un pas important sur la voie de l'édification d'une Algérie forte englobant toutes les franges de la société."

Au deuxième jour de cette rencontre de concertation marquée par la présentation des rapports des ateliers de travail sur l'avenir de l'Algérie nouvelle, à la lumière du projet de révision de la Constitution initié par le Président Tebboune, les représentants des différentes associations de wilayas actives, les cadres et enseignants ont exprimé leur disponibilité à contribuer à "un changement positif" auquel aspire l'ensemble des Algériens, estimant que la nouvelle Constitution qui sera soumise à référendum se veut "un pas important sur la voie de l'édification d'une Algérie forte et consensuelle englobant toutes les franges de la société".

Les participants venus des différentes wilayas du pays sont convaincus que "l'édification de l'Etat des institutions et l'Etat de Droit passe par un changement radical d'un régime non démocratique, en proie à la corruption, et à la violation des libertés individuelles et collectives".

Cette rencontre "importante" a vu la participation de plus de 70 associations nationales et acteurs de la société civile, représentant les différentes franges de la société avec pour objectif "l'unification des visions" et "la relance d'une nouvelle dynamique sur la scène politique", a affirmé l'organisateur de la rencontre, M. Bouden Moundir.

M. Bouden a ajouté que le Rassemblement pour le nouveau processus qui a contribué aujourd'hui à "faire bouger" la scène politique, se veut un appel aux partis et à l'opposition pour reprendre l'activité politique, à travers la proposition d'idées au sein de leurs structures juridiques, affirmant qu'il sera procédé à l'élargissement de l'initiative à d'autres acteurs n'ayant pas encore adhéré au processus.

Pour sa part, la conseillère de la Ligue algérienne pour la pensée et la culture, Mme Ibtissam Hamlaoui, a affirmé que les participants ont organisé, vendredi, des ateliers de travail spécialisés sur les réformes, politique et économique et de la société civile, en sus de la consécration d'un atelier à la réforme constitutionnelle et un autre à la réforme culturelle.

Ces assises interviennent en prélude "à l'instauration d'une démocratie participative effective et authentique", à travers l'organisation de plusieurs rencontres entre les acteurs de la société civile qui doit s'acquitter de son rôle, en tant que partie intégrante de la société, a-t-elle soutenu.

De son côté, Pr. Amirouche Nadir de l'Université de Constantine, rapporteur de l'atelier d'amendement constitutionnel et de législation, a affirmé que leur travail s'était focalisé sur la méthode d'accompagner la nouvelle République par un nouveau système juridique, ajoutant que les membres sont parvenus à nombre de propositions notamment l'élaboration d'un guide contenant les amendements essentiels et pratiques, lequel explique aux électeurs ses objectifs et ses décisions dans les différents domaines afin de leur permettre d'aller au référendum et d'exprimer leur opinion en toute liberté, souveraineté et responsabilité. Selon la même source, les propositions issues de l'atelier d'amendement constitutionnel, assurent l'implication des élites et de la société civile dans le débat des différents projets de lois organiques et de décrets exécutifs durant la période post-référendum. Participant en qualité de représentant du Syndicat national des pharmaciens d'officine (SNAPO), M. Arrouane Takiédine a indiqué que le chantier de la réforme économique avait suggéré plusieurs points dont "l'allègement des procédures administratives au profit des investisseurs en la matière".

Pour sa part, Noureddine Benbrahim qui a présidé le chantier de la réforme de la société, a salué les amendements proposés, ajoutant que "les acquis intellectuels et politiques dans ce projet d'amendement de la constitution nécessitent une interaction avec les personnes qui seront actives au sein de la société civile tout en lançant un dialogue sur ces articles qui devraient promouvoir la société civile d'une "société conjoncturelle" à une autre "génératrice de richesse", a-t-il ajouté.

AP3

## AMENDEMENT DE LA CONSTITUTION

## Coup d'envoi dimanche de l'opération de révision exceptionnelle des listes électorales

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi donnera, dimanche depuis Boumerdes, le coup d'envoi de l'opération de révision exceptionnelle des listes électorales en prévision du référendum sur l'amendement constitutionnel prévue le 1er novembre, a indiqué samedi un communiqué de l'ANIE.

Cette opération qui intervient suite à la convocation, du corps électoral par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour le référendum sur l'amendement constitutionnel prévu le 1er novembre 2020, sera lancée depuis le siège de la commune de Boumerdes.

"En application de l'article 149 de la loi organique 16-10 du 22 Dhou El Kaada 1437, correspondant au 25 août 2016, relative au régime électoral, le Président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, a signé mardi le 15 septembre 2020, le décret présidentiel portant convocation du corps électoral pour le référendum sur le projet de révision de

la Constitution". Le décret présidentiel fixe, en vertu de l'article 14 de ladite loi organique, "la date de la révision exceptionnelle des listes électorales, au 20 septembre courant, pour une durée de 08 jours". Suite à la signature, mardi dernier, du décret présidentiel fixant la date de la convocation du corps électoral pour le référendum sur la révision constitutionnelle, l'ANIE informe l'ensemble des citoyennes et citoyens que la période de révision exceptionnelle des listes électorales débutera dimanche le 20 septembre et se poursuivra jusqu'au 27 septembre 2020. Une démarche qui sera accompagnée, à partir de dimanche, d'une campagne de sensibilisation à "ce projet national".

Dans une déclaration à l'APS, M. Charfi avait précisé que l'action de sensibilisation figurait parmi les principales prérogatives de l'ANIE, affirmant que "notre travail consiste à sensibiliser le citoyen quant à l'impératif d'exercer son droit au vote, selon le principe de la démocratie participative, sans pour

autant s'immiscer, d'une façon ou d'une autre, dans son choix". Revenant sur les préparatifs menés par l'ANIE au sujet du référendum, M. Charfi a assuré que son organe était "fin prêt" pour ce rendez-vous, après avoir pris les choses en main dès l'annonce par le président de la République de son agenda politique et sa volonté d'opérer un amendement de la Constitution. La démarche de l'ANIE "n'a pas cessé d'avancer malgré la crise sanitaire du fait de la Covid-19, laquelle a, certes, ralenti le rythme des préparatifs", a-t-il relevé.

Le prochain référendum a pour objectif d'"approfondir la dynamique de changement amorcé par le Hirak populaire qui a abouti à une élection Présidentielle qui a été sanctionnée par un Président élu démocratiquement", a-t-il dit, ajoutant que ce changement "se poursuit de manière approfondie à travers l'approbation d'une révision constitutionnelle" qui se prépare dans "un climat serein", ce qui constitue "un acquis proprement dit".

## RÉVISION DE LA CONSTITUTION

## Belhimer relève l'importance pour les journaux publics d'assurer une large explication du projet

Le ministre de la Communication, Porte-parole du Gouvernement, le professeur Ammar Belhimer a mis l'accent samedi lors d'une réunion avec les directeurs de journaux publics sur l'importance d'assurer une large explication des six principaux axes du projet de révision de la Constitution devant être soumis au référendum le 1er novembre prochain, indique un communiqué du ministère.

Dans le cadre de la poursuite des préparatifs relatifs au référendum prévu le 1er novembre prochain, le

ministre de la Communication, Porte-parole du Gouvernement, Ammar Belhimer a présidé une séance de travail avec les directeurs de journaux publics, précise la même source, soulignant qu'il s'agit de la troisième rencontre du genre après la série de rencontres de consultation et de coordination avec les différents responsables et représentants de médias publics et privés.

Le ministre a insisté lors de cette rencontre sur l'impératif d'assurer "une large explication des six principaux axes du projet de révi-

sion de la Constitution", relevant l'importance d'une coordination totale entre les institutions concernées, notamment l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) et l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV)".

Il a rappelé par la même occasion le rôle du ministère qui se limite au volet logistique et l'ouverture de la voie à tous les médias pour gérer le débat médiatique dans les espaces et tribunes médiatiques spécialisées.

En vue de se mettre au diapason des nouveautés

apportées par le projet de révision de la Constitution, le "ministre a relevé l'importance d'accorder un intérêt particulier aux sites électroniques des journaux afin d'élargir le contenu médiatique pour couvrir les espaces audio-visuels à travers les différents supports de chaque journal sur les réseaux sociaux", poursuit la même source. Enfin, M. Belhimer a appelé l'ensemble des responsables de journaux publics écrits à "continuer à donner un service médiatique public de qualité, notamment dans la conjoncture actuelle".

## SOCIÉTÉ CIVILE "Allié décisif dans l'édification de la nouvelle Algérie"

Le projet de révision de la Constitution qui sera soumis à un référendum populaire le 1<sup>er</sup> novembre prochain, accorde une place de choix à la société civile qui devra jouer pleinement son rôle d'allié décisif dans l'édification de l'Algérie nouvelle.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui avait exhorté, à plusieurs reprises, les différentes franges de la société civile à s'organiser dans le cadre d'associations qui activeront dans divers domaines, l'avait réaffirmé avec force le 1<sup>er</sup> mai dernier lors d'une entrevue de presse au cours de laquelle il avait, notamment, souligné la nécessité pour la société civile de "repandre les choses en main".

Suite à ce message du président aux acteurs de la société civile, plus de 2.600 organisations ont été agréées, sur plus de 4.000 demandes, durant le seul mois de juillet dernier, selon les chiffres avancés par le conseiller auprès du président de la République chargé du mouvement associatif et de la communauté nationale à l'étranger, Nazih Berramdane.

Une nécessité cruciale que le projet de révision de la Constitution comble en créant à travers la mise en place d'un Observatoire national de la société civile, un organe consultatif, placé auprès du Président de la République, et dont la mission consistera à émettre des avis et recommandations relatives aux préoccupations de la société civile.

L'Observatoire contribuera également à la promotion des valeurs nationales et la pratique démocratique et citoyenne, et participera avec les autres institutions à la réalisation des objectifs de développement national.

Un rôle à même d'ou-



vrir des horizons nouveaux à la société civile qui pourra ainsi occuper une place prépondérante au sein de l'Algérie nouvelle.

Rappelons, dans ce contexte, que le président Tebboune avait fait part de la nécessité pour la société civile de "repandre son droit dans la gestion", mettant en avant son engagement dans ce sens depuis son élection à la tête du pays le 12 décembre 2019.

Avant même son élection, M. Tebboune, avait, lors de sa campagne électorale pour la présidentielle de décembre 2019, plaidé dans ses "54 engagements", pour l'édification d'une société capable de prendre ses responsabilités comme contre-pouvoir, en tant qu'instrument d'action publique au service du citoyen et de la Nation.

Le conseiller auprès du président de la République chargé du mouvement associatif et de la communauté nationale à l'étranger, avait à ce propos rappelé, fin juillet dernier à Oran, que la

nouvelle approche du président de la République "reposait sur la consultation de la société civile avec toutes ses composantes dans le but d'édifier l'Algérie nouvelle dans la transparence, l'intégration et l'implication du mouvement associatif".

Notons également que l'article 10 du projet de révision de la Constitution mentionne que "l'Etat veille à promouvoir le rôle de la société civile en vue de sa participation à la gestion des affaires publiques", tandis que l'article 16 du même document spécifie que "l'Etat est fondé sur les principes de la représentation démocratique, de la séparation des pouvoirs, de la garantie des droits et libertés et de justice sociale".

Il est également souligné, dans le même article, que l'Etat "encourage la démocratie participative au niveau des collectivités territoriales, notamment à travers la société civile".

En outre, nourris par les expériences passées,

marquées par les restrictions imposées au mouvement associatif conduisant à son inefficacité, les rédacteurs du projet de révision de la Constitution soulignent (article 53) que le droit de créer des associations est "garanti et s'exerce par simple déclaration".

Il y est également mentionné que "l'Etat encourage les associations d'utilité publique (...) qui ne peuvent être dissoutes qu'en vertu d'une décision de justice".

Les missions de la société civile, désormais inscrites noir sur blanc sur le projet de révision de la Constitution, ne peuvent plus relever de la chimère ou de l'utopie, mais constituent, au contraire, une invitation à se retrancher les manches et à "mettre la main à la pâte", avec confiance et détermination, dans un cadre organisé, concerté et constructif en ayant pour objectifs, servir l'Algérie, préserver ses valeurs et redresser son économie.

## UNIVERSITÉ Laghouat: vers l'adoption de l'enseignement à distance en fonction des exigences de la modernisation

Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a déclaré, samedi à Laghouat, que "les efforts s'orientent vers l'adoption de l'enseignement à distance en fonction des exigences de la modernisation".

"Les efforts du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique se dirigent vers l'adoption de l'enseignement à distance, la formation en alternative, en fonction des exigences de la modernisation", a souligné M.

Benziane lors d'une rencontre d'orientation animée au terme de sa visite par visioconférence, depuis l'amphithéâtre "Mohamed Soufi" de la faculté centrale de Laghouat, en direction de la famille universitaire dans le cadre de la reprise des activités pédagogiques de présence.

Le ministre a soutenu que "cette expérience d'enseignement à distance a été largement saluée par les acteurs après qu'elle se soit avérée comme choix primordial à développer en perspective", avant d'ajouter que "les établissements universitaires ont fait preuve de compétences de s'y adapter en dépit des contraintes rencontrées afférentes notamment au faible débit de l'internet".

"Les établissements universitaires sont sollicités à coordonner avec les autorités locales et services concernés en vue de sécuriser la reprise des activités pédagogiques de présence", a lancé le ministre.

Evoquant le transport public inter-wilayas, il a indiqué que son département se mobilisera, en coordination avec les pouvoirs publics, pour exploiter provisoirement le parc roulant du transport universitaire pour assurer, d'une manière graduelle, le transport des étudiants, notamment pour ceux des écoles supérieures et des spécialités aux nombres limités d'étudiants.

M. Benziane a estimé que l'université "Ammar Telidji" de Laghouat constitue un modèle des importants acquis et infrastructures scientifiques réalisés par l'Algérie de l'ère post-indépendance que les nouvelles générations en jouiront en avenir".

Le ministre a soutenu au terme de son intervention que "Ces efforts déployés seront sanctionnés du projet du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, portant investissement dans les infrastructures pédagogiques et scientifiques et compétences humaines, car, a-t-il dit, "les futures générations sont la véritable force de l'avenir".

## RESSOURCES EN EAU

### ADE: un contrat de performance dès 2021

Le Directeur général de l'Algérienne des eaux, (ADE), Amirouche Ismail, a annoncé, samedi à Alger, l'établissement dès 2021 d'un contrat de performance pour définir les objectifs tracés en termes de quantité et de qualité permettant une évaluation périodique de la gestion au niveau de chaque unité relevant de la Société.

Lors d'une rencontre avec les directeurs des unités de wilayas, directeurs centraux et régionaux du secteur, présidée par le ministre des Ressources en Eau, Arezki Berraki, consacrée à l'élaboration d'un nouveau plan de travail en faveur des unités de wilayas de l'ADE, M. Amirouche a affirmé que la société était l'outil susceptible de traduire le plan national des ressources en eau à l'horizon 2030.

Il a insisté, dans ce sens, sur l'obligation de répondre aux aspirations des citoyens, en adoptant les orientations générales de la nouvelle stratégie du secteur.

La société qui compte un effectif de 35.000 travailleurs tend à assurer la pérennité du service public de distribution de l'eau et la préservation de sa qualité, en œuvrant à limiter sa déperdition au niveau des réseaux de production et de distribution, et à intensifier la présence sur le terrain pour réparer les pannes, éviter les déperditions et lutter contre le raccordement anarchique.

M. Amirouche a souligné l'impératif d'accompagner les petites et moyennes entreprises (PME) pour réparer les pannes, réaliser les travaux de raccordement et installer les compteurs par le biais de 300 entreprises convention-

nées. Il a cité le recours à la diversification des moyens de paiement en faveur du citoyen pour faciliter le recouvrement des dettes.

Un plan de formation étudié a été également mis en place pour accompagner les jeunes cadres nommés, à ce jour, dans le management moderne, la communication, l'exploitation, le commerce pour le transfert de l'expertise et du savoir et l'encadrement des nouvelles générations, et partant informer l'opinion publique sur les informations nécessaires.

Le directeur général est revenu sur le rôle du partenaire social et des représentants des travailleurs dans la concrétisation des objectifs de cette stratégie et le suivi périodique des activités. De leur côté, les directeurs de wilayas installés aujourd'hui ont évoqué les entraves qui existent sur le terrain, soulignant l'importance de la coordination aux niveaux central et local ainsi que la collaboration, dans le cadre d'un concept général et unifié, pour consacrer la rupture avec les anciennes pratiques.

De même qu'ils ont mis en avant l'impératif d'œuvrer à la concrétisation du principe d'égalité en matière de Service public des eaux outre la capacité d'opérer le changement.

De son côté, l'inspecteur général du ministère, Slimani Zennaki, a rappelé aux nouveaux directeurs l'impérative application de la loi et de favoriser davantage le travail par le nouveau système de comptabilité et des finances en Algérie qui permet l'amélioration de la gestion financière

et du suivi. Il a également mis en exergue l'importance de l'action continue et de la coordination entre les deux départements, commercial et comptable en sus de la modernisation des systèmes de facturation.

De son côté, la directrice de planification et des affaires financières au ministère, Hamdaoui Fadila, a appelé les responsables, notamment des wilayas, à faire preuve de responsabilité dans leur missions au niveau de chaque unité en exploitant les ressources financières afin de promouvoir le secteur et le Service public des eaux.

Elle a également insisté sur l'importance des contrats de performance en termes de gestion.

Pour rappel, le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki, avait mis fin aux fonctions, le 1<sup>er</sup> septembre en cours, de plusieurs directeurs et responsables relevant de son secteur dont 14 directeurs de wilayas de l'ADE.

Selon le ministre, 3,6 mds M3 d'eau sont produits annuellement pour satisfaire des besoins de 2,7 mds M3 seulement ce qui reflète la quantité importante des eaux gaspillées.

Le coût réel des eaux est de 50 da/m3 alors que le citoyen paie 12da/m3, a-t-il révélé.

À l'issue de cette rencontre, le ministre a donné des instructions aux directeurs de wilayas à l'effet d'intervenir rapidement et de renforcer le contact avec les citoyens en se déplaçant directement ou via les réseaux sociaux outre la rationalisation des dépenses.

## GUELMA

## Raccordement de 100 foyers au réseau de gaz naturel dans la commune d'Oued Cheham

Cent (100) foyers de la mechta de Bourâadan relevant de la commune frontalière d'Oued Chaham, wilaya de Guelma, ont été raccordés samedi au réseau de gaz naturel.

Le raccordement en cette énergie des foyers de ce hameau situé à une quinzaine de kilomètres du chef-lieu de la commune d'Oued Cheham a nécessité l'installation d'un réseau long de 11,5 km dans un délai d'exécution de dix-huit mois, selon les explications fournies à cette occasion sur place par le directeur de l'énergie, Abdelhafed Ghomri qui a souligné que des efforts sont actuellement en cours pour raccorder six (6) autres maisons éparpillées.

L'opération a nécessité un investissement public de près de 19 millions de dinars, puisé du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, pour un coût moyen de raccordement estimé à 189 000 dinars/habitation, a-t-il ajouté.

Selon le même responsable, la mise en service de ce raccordement devra encore attendre "en raison du manque de détenteurs devant être impérativement installés dans chaque maison afin d'adapter la pression du gaz pour que celui-ci puisse être utilisé par les différents appareils domestiques".

Les habitants de cette mechta ont exprimé leur joie de voir leurs maisons raccorder au réseau de gaz naturel appelant les responsables de fournir ces détenteurs "avant l'arrivée de l'hiver".

## MASCARA - ZONES D'OMBRES 1, 582 milliards DA pour des projets d'assainissement et d'eau potable

Quatre vingt quinze (95) zones d'ombre de la wilaya de Mascara ont bénéficié récemment d'une enveloppe financière de 1,582 milliards DA pour la réalisation et l'extension des réseaux d'assainissement et d'alimentation en eau potable, a-t-on appris samedi auprès des services de la wilaya.

Cette dotation fait partie d'un montage financier entre la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, le plan communal de développement (PCD) et le programme sectoriel de développement (PSD) pour la réalisation et le renouvellement des réseaux des eaux usées et d'approvisionnement en eau potable, lesquels projets sont placés pour leur suivi et leur réalisation à l'indicatif de la direction des ressources en eau de la wilaya.

Selon la même source, une enveloppe de 965 millions DA est consacrée pour la réalisation de projets de réseaux d'assainissement à travers 47 zones d'ombre, pour mettre un terme aux problèmes de santé et d'environnement et réduire à l'essentiel les dangers des inondations qui menacent chaque saison hivernale ces zones.

Un créance de 617,6 millions DA a été allouée à des projets de réalisation de conduites d'eau potable au profit de 48 zones d'ombre dont certaines sont dépourvues de réseaux d'alimentation en eau potable et d'autres disposent de réseaux vétustes, a-t-on fait savoir.

Les services de la wilaya de Mascara ont programmé 958 projets de développement au profit des zones d'ombre recensées par la commission de wilaya spécialisée, que préside le secrétaire général de la wilaya, ciblant 369 zones, a-t-on ajouté, soulignant que ces projets à caractère prioritaire répondent aux attentes pressantes des populations.

Ces projets sont programmés pour assurer l'approvisionnement en eau potable, la réalisation et la réhabilitation des réseaux d'assainissement, l'électrification rurale, le désenclavement, l'extension des classes, la construction de cantines scolaires et le transport scolaire, de même que le raccordement de plusieurs groupements d'habitat au réseau de gaz naturel et la réalisation de stades proximité.

## TINDOUF

## La campagne de traitement du palmier contre le Boufaroua et le Myelois a donné de "bons" résultats

La campagne de traitement du palmier contre les maladies du Boufaroua et du Myelois a donné de "bons" résultats dans la wilaya de Tindouf, a-t-on appris dimanche de la direction des services agricoles (DSA).

Menée entre mai et août de chaque année, la campagne a touché les palmeraies situées dans les communes de Tindouf et d'Oum-Laassel, sur une superficie de 435 hectares, a indiqué le DSA de Tindouf, Laid Bouazza.

Elle a permis d'éradiquer ces deux maladies au niveau des palmeraies affectées, et d'améliorer la production, aux plans de la qualité et de la quantité, surtout pour les variétés de dattes locales telles que Lahmira, Tennasser, El-Feggous, Hartane, Laâdhem et El-Khalt, a-t-il précisé.

La campagne a été précédée par la distribution aux agriculteurs d'insecticides spécifiques, un produit soutenu par l'Etat et fourni en quantités suffisantes, et ce à travers des sorties des services agricoles concernés aux périmètres agricoles dans le cadre de la lutte contre les maladies du palmier, notamment le palmier productif, a ajouté le responsable.

La DSA a également fait état de l'organisation de sessions de vulgarisation en direction des agriculteurs, portant sur le mode d'utilisation de



ces insecticides dans la lutte contre les maladies du palmier entravant le développement de la filière phoenicicole, en plus d'avoir dépêché une équipe de l'Institut nationale de protection des végétaux pour le traitement des palmiers difficiles. La filière

phoenicicole a connu ces dernières années un essor "notable", grâce aux différents projets accordés aux agriculteurs de porter les superficies dédiées à la culture du palmier de 12 hectares à 700 hectares actuellement, selon les services agricoles.

## MOSTAGANEM

## Arrestation de 85 candidats à l'émigration clandestine durant les 48 dernières heures

Les éléments de la Gendarmerie nationale dans la wilaya de Mostaganem ont procédé, durant les dernières 48 heures, à l'arrestation de 85 candidats à l'émigration clandestine sur la terre ferme, dans des zones disparates du littoral, a-t-on appris samedi auprès de ce corps de sécurité.

Ainsi, les unités de la Gendarmerie nationale ont mis en échec plusieurs tentatives de quitter clandestinement le territoire national à partir des côtes de la wilaya de Mostaganem et saisi 7 embarcations à moteurs,



prêtes à prendre le large. Il a été procédé, durant ces opérations, à la saisie d'une somme d'argent en

monnaies nationale (720.000 DA) et étrangère (1.000 euros) en possession des personnes arrê-

tées, ainsi que du matériel pour les besoins des traversées, à savoir 56 jerricans chargés de mazout, des boussoles et des gilets de secours, a-t-on indiqué.

Selon la même source, les unités de ce corps de sécurité ont reçu un appel SOS en mer, suite au renversement d'une barque au nord de Ouled Boughalem, à 90 kilomètres de Mostaganem qui a fait huit morts dont 5 enfants d'une même famille. Cinq personnes ont été secourues et les recherches des deux autres disparus, ont été déclenchées.

## TIZI-OUZOU

## P-dg de Sonelgaz : « dégel, prochainement, de plusieurs projets »

Plusieurs projets du secteur de l'énergie à Tizi-Ouzou seront débloqués prochainement a annoncé mardi le président directeur général de Sonelgaz, Chaher Boulakhras, lors d'une visite de travail qui l'a conduit à travers la wilaya.

"Nous avons convenu avec les autorités locales du dégel de plusieurs projets du secteur de l'énergie qui permettront de booster le développement économique et social de cette wilaya", a indiqué M. Boulakhras qui a souligné que l'objectif de sa visite est de "s'enquérir de ce qui a été réalisé et étudier la demande exprimée".

Le premier responsable de la Sonelgaz a procédé à l'inauguration de certaines infrastructures et visite des chantiers relevant de son secteur en appelant à l'occasion, à la levée des oppositions entravant l'avancée de certains projets structurants du secteur au profit des zones d'ombres, notamment.

"Il est impératif de mettre fin à ce phénomène d'oppositions qui bloquent la réalisation de certains projets", dira-t-il en faisant remarquer que "le développement économique et social auquel aspire la wilaya ne peut se faire sans la réalisation de ces infrastructures porteuses".

Le wali Mahmoud Djamaa a précisé que "l'ensemble des projets déjà doté d'une enveloppe financière et qui ont été ensuite gelés seront débloqués" dans le cadre de cette opération qui se poursuivra jusqu'à la fin de l'année prochaine, 2021, indiquant que "l'étude des dossiers pour définir les priorités sera lancée d'ici une quinzaine de jours".

Dans un état des lieux présenté au premier responsable de la Sonelgaz, il est indiqué que la wilaya de Tizi-Ouzou enregistre une couverture qui avoisine les 98,5% en électricité (361 613 foyers) et 87,11% en gaz naturel (317 560), avec,

pour cause de l'extension du parc logement, un besoin en matière d'électrification rurale estimé à environ 18 562 foyers.

Lors de cette visite, qui l'a conduit à travers plusieurs localités de la wilaya, M. Boulakhras a effectué des visites sur certains chantiers ainsi qu'à l'inauguration de nouvelles structures destinées, a-t-il soutenu, à "améliorer le service fourni et la rapprocher d'avantage du citoyen".

Il a, à l'occasion, inauguré un centre d'électrification rurale dans la commune d'Iboudrarène (Sud-Est), une agence commerciale à Ouacifs (Sud) et effectué un lâcher de gaz naturel au profit de 1 500 foyers de la commune de Ait-Boumeïdi (Sud), et visité deux entités iboumehdiennes dans les communes de Timizart et Tizi-Ouzou, ayant bénéficié de raccordement en électricité pour l'extension de leurs activités.

## MOSTAGANEM

## Production de près de 7 millions de quintaux de légumes de saison

La wilaya de Mostaganem a enregistré, cette année, une production de près de 7 millions de quintaux de différents légumes de saison, a-t-on appris, lundi, auprès de la Direction locale des services agricoles (DSA). La chef de service de l'organisation de la production et du soutien technique, Mme.

Aouicha Bouras, a indiqué à l'APS que "la production de cette année de légumes de saison a atteint, fin août dernier, 6 millions et 841.000 quintaux (qx), après la récolte de 22.700 hectares des superficies globales plantées consacrées à ces produits agricoles".

Selon Mme Bouras, cette saison a vu la production de 4,1 millions de qx de pomme de terre de saison (de consommation et semence), 440.000 qx de tomates, 550.000 qx de melon rouge et 370.000 qx d'oignons secs et verts.

En outre, la production des deux variétés de poivrons a dépassé les 270.000 qx et le melon a atteint les 200.000 qx, ainsi que 180.000 qx de courgettes, 150.000 qx des différentes variétés d'aubergines, plus de 500.000 qx d'ail, de betteraves, de carottes, de navets, d'haricots verts, de petits pois, d'artichauts et de laitues, entre autres produits agricoles.

Cette production positive, eu égard à la situation exceptionnelle que la saison a connu, notamment en ce qui concerne les mesures de confinement, dans le cadre de la lutte contre la pandémie du covid-19, a dépassé les 635.000 qx, ainsi que 293.000 qx de légumes primeurs irrigués et non irrigués, en attendant la campagne de plantation des légumes d'arrière saison, selon Mme Bouras.

La récolte des différentes variétés de légumes représente plus de 70% de la production agricole végétale de la wilaya de Mostaganem, selon le bilan de la saison écoulée (2018/2019), grâce aux efforts des producteurs et des services agricoles, qui ont participé, durant le dernier quinquennat, au développement de cette filière vitale à environ 30%, soutenue par le développement de la production des pommes de terre avec plus de 1,5 million de qx supplémentaires, indique-t-on.

## ORAN

## Webinaire sur les opportunités du tourisme à l'ère du Covid-19

L'association "Les Nomades Algériens" organisera le 22 septembre en cours, un webinaire (séminaire via internet) intitulé "Covid-19: une opportunité pour le tourisme domestique", a indiqué l'association dans un communiqué. Les inscriptions à cet événement sont ouvertes et la rencontre sera organisée sous forme de table ronde en ligne, où les inscrits peuvent interagir avec les intervenants et les participants, a-t-on expliqué. Cette rencontre, la quatrième d'une série intitulée "Tourisme domestique en Algérie à l'ère du Covid-19", pose des questions sur l'avenir et les opportunités du tourisme domestique, a-t-on souligné, rappelant que trois autres thématiques ont été abordées dans ce cadre, à savoir "Etat des lieux du tourisme en Algérie de manière générale puis durant la crise sanitaire", "Allier tourisme et Covid-19" et "Tourisme en Algérie: pourquoi investir ?".

"La crise sanitaire mondiale du Covid-19 a engendré l'arrêt d'activités de plusieurs secteurs causant un grand malaise économique à travers le monde, notamment pour toute activité touristique tant sur le plan national qu'international", a-t-on noté.

"Ainsi, il est important d'apprécier les conséquences mais aussi les opportunités que présente cette crise sanitaire à l'avenir du tourisme en Algérie", a-t-on ajouté, soulignant que le tourisme domestique, également appelé tourisme intérieur, implique les voyages des citoyens dans leurs propre pays.

## COMMERCE

## M. Rezig rencontre les producteurs et importateurs de fournitures scolaires

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig s'est réuni samedi à Alger avec les producteurs et importateurs de fournitures scolaires, et ce dans le cadre des préparatifs de la rentrée scolaire, indique un communiqué du ministère.

Tenue au siège du ministère en présence du ministre délégué chargé du commerce extérieur, Aissa Bekkai, la réunion a eu pour objectif la préparation de la rentrée scolaire en matière de disponibilité des fournitures scolaires et de leurs prix qui n'enregistreront aucune hausse, selon le ministre.

Rassurant les producteurs quant à la prise en considération, par le ministère, de toutes leurs préoccupations à travers une série de mesures pour protéger la production nationale, M. Rezig a invité les opérateurs à se structurer pour représenter cette filière et devenir une force de proposition pour que le ministère puisse les accompagner, a précisé la même



source. De même qu'il a demandé aux importateurs de penser sérieusement à transformer leurs activités et tirer profit de leur expérience dans le

domaine de l'importation pour investir localement puis exporter.

Dans ce cadre, il a relevé que l'Algérie s'appête à s'ouvrir sur un marché

prometteur en l'occurrence l'Afrique, rappelant les avantages et incitations offerts par le secteur du Commerce aux exportateurs.

## TOURISME-MICRO ENTREPRISES

## Signature d'une convention pour renforcer l'entrepreneuriat chez les porteurs de projets



Une convention-cadre a été signée, samedi à Alger, pour renforcer l'entrepreneuriat et l'esprit d'innovation chez les porteurs de projets dans les domaines du Tourisme et de l'artisanat, notamment dans le sud, les Hauts plateaux et les zones d'ombre.

La convention a été signée par le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du travail familial, Mohamed Hamidou et le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des micro-entreprises, Nassim Diafat pour "renforcer la coopération, l'action commune, la concertation et la coordination dans ce domaine".

En vertu de cette convention, une commission de supervision sera installée et sera composée de représentants des deux ministères, laquelle sera chargée de l'élaboration d'un programme d'action annuel et de l'évaluation de la cadence de mise en œuvre de la convention, en prenant les mesures à même d'améliorer les résultats et renforcer ce partenariat.

La convention prévoit d'accompagner les porteurs de projets dans le domaine du tourisme et de l'artisanat et de leur permettre de tirer profit des programmes de formation, d'encourager la création de

micro entreprises dans le domaine pour contribuer au développement local durable, particulièrement dans les régions du sud, des Hauts plateaux et les zones d'ombre".

Cette convention a également pour objectif d'encourager les porteurs de projets à produire et à fournir les matières premières (argile, cuir et laine) utilisées dans l'artisanat et encourager la création des micro entreprises spécialisées dans la promotion et la commercialisation des produits d'artisanat.

Cette convention vise, selon les organisateurs, à "valoriser le rôle du tourisme, de l'artisanat et du travail familial en tant que secteur économique vital pour la relance de l'économie nationale, à travers la création des richesses et d'emplois".

Dans son allocution, M. Hamidou a précisé que la convention "tend à encourager l'innovation qui génère l'esprit d'entrepreneuriat, l'esprit de concurrence et la souplesse dans la gestion, à travers l'utilisation des nouvelles technologies, l'amélioration des prestations dans le domaine du tourisme et la garantie d'un artisanat de meilleure qualité pour couvrir les marchés locaux et se positionner dans les marchés extérieures".

A ce propos, M. Hamidou a souligné que ces actions communes "visent à offrir les facilitations et l'appui nécessaires à une dizaine de milliers de projets de micro-entreprises qui seront concrétisées sur le terrain", insistant sur l'importance de l'accompagnement et du soutien aux artisans.

Pour le ministre, "le bon accueil, l'offre de consultations et d'orientation, la garantie de la rapidité dans le traitement des dossiers déposés et la réunion d'un climat favorable sont parmi les facteurs essentiels pour l'encouragement des porteurs de projets de création de petites entreprises, notamment au sud, aux hauts plateaux et les zones d'ombres".

Des instructions ont été données aux services locaux et centraux concernés à l'effet de "mettre fin à la bureaucratie" et orienter les porteurs de projets à créer de micro-entreprises en fonction des besoins du marché".

De son côté, le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des micro-entreprises a précisé que son secteur veillera, en vertu de cette convention, "à garantir la prise en charge et l'accompagnement" à près de "400.000 artisans souffrant notamment de manque de financement pour développer leurs activités" et des marchés pour vendre leurs produits", et ce dans le cadre de la nouvelle stratégie tendant à réaliser une approche économique dans le domaine d'entrepreneuriat permettant d'assurer des statistiques exactes sur la situation des micro-entreprises".

Par ailleurs, il a fait état de l'élaboration de projets de décrets qui sont actuellement au niveau du Secrétariat général du gouvernement (SGG) portant "révision" du cadre réglementaire de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (ANSEJ).

## INDE

## Fitch prévoit une contraction de l'économie indienne de 8,6% en 2020-2021

L'économie indienne devrait se contracter de 8,6% en 2020-2021 (avril 2020 à mars 2021), a indiqué l'agence de notation internationale Fitch Ratings.

Le repli de la demande devrait concerner tous les secteurs, notamment ceux du tourisme et du transport en raison des répercussions de la crise du Covid-19 qui pèse lourdement sur l'activité économique, a souligné Fitch dans une note.

Fitch a également révisé à la baisse ses prévisions de contraction de la demande de carburant à 11,5% en 2020-2021 contre 9,4% établi auparavant, à la lumière des perspectives économiques du pays.

Le taux de chômage élevé et la perte des revenus résultant de la crise sanitaire ont fortement impacté les dépenses de consommation, ce qui pèsera sur l'investissement des entreprises, explique l'agence de notation. "Cependant, étant donné l'ampleur des dom-



mages économiques actuellement causés, la réponse budgétaire du gouvernement s'avère loin d'être suffisante", a estimé Fitch.

Les prévisions de Fitch interviennent après que le

gouvernement indien a signalé une contraction record de 23,9% de son produit intérieur brut (PIB) pour le trimestre avril-juin.

Le gouvernement indien avait annoncé en mai der-

nier un méga-plan de 266 milliards de dollars afin de mener à bon port l'économie nationale et promouvoir notamment les chaînes d'approvisionnement locales.

## TURQUIE

## Les actifs extérieurs ont atteint 232,1 milliards de dollars en juillet



Les actifs extérieurs de la Turquie s'élevaient à 232,1 milliards de dollars fin juillet, en baisse de 8,4% par rapport à fin 2019, a annoncé la Banque centrale turque.

Les engagements du pays envers les non-résidents ont augmenté de 2,2% pour atteindre 611 milliards de dollars au cours de la même période.

"La différence entre les actifs et les passifs extérieurs de la Turquie, a affiché moins 378,9 milliards de dollars à la fin de juillet 2020, contre

moins 344,5 milliards de dollars à la fin de 2019", a fait savoir la banque.

Présentant un instantané dans le temps, cette différence est la valeur des actifs à l'étranger appartenant à une nation, moins la valeur des actifs nationaux détenus par des étrangers, y compris les actifs et passifs à l'étranger détenus par le gouvernement d'un pays, le secteur privé et ses citoyens.

Les avoirs de réserve, un sous-poste de l'actif, s'élevaient à 90,3 mil-

liards de dollars à la fin de juillet, en baisse de 14,6% par rapport à la fin de l'année dernière. Les autres investissements, un autre sous-poste de l'actif, ont totalisé 88,1 milliards de dollars, soit une baisse de 7,3% au cours de la même période.

Du côté du passif, les investissements directs - capitaux propres plus autres capitaux - à la fin de juillet s'élevaient à 201,8 milliards de dollars.

Ce chiffre est en baisse de 23,3% par rapport à fin 2019 "avec la contribution des variations de la valeur de marché et des taux de change".

En 2019, le taux moyen du dollar américain / livre turque était d'environ 5,68, tandis qu'un dollar était échangé contre 6,87 livres en moyenne en juillet.

Par ailleurs, la Banque centrale a indiqué que le stock total de prêts extérieurs des banques s'élevait à 63,6 milliards de dollars - en baisse de 6,3% - et que le stock total de prêts extérieurs des autres secteurs était de 93,3 milliards de dollars, en baisse de 3% au cours de la même période.

## COVID-19

## Les marchés émergents se rétablissent mais les risques persistent

Le commerce entre les marchés émergents (ME) commence à se redresser depuis le mois dernier et les perspectives sont en outre soutenues par l'amélioration des enquêtes auprès des entreprises et une orientation monétaire accommodante, selon un récent rapport de l'Institute of International Finance (IIF).

Les données de l'IIF indiquent que le déclin de la croissance mondiale a atteint sa fin et que l'activité économique devrait connaître un rebond signifi-

ficatif au cours des prochains mois.

Selon le suivi de la croissance de l'organisme financier, une amélioration de 5,3% observée en août a été le premier signe de résurgence depuis le choc COVID-19 plus tôt cette année.

Alors que le crédit des marchés émergents devrait bénéficier d'une croissance améliorée soutenue par des politiques monétaires faciles, les risques persistent encore, selon le rapport.

"La dynamique des taux réels américains et des chiffres de l'activité des mar-

chés émergents sera essentielle pour les perspectives des variables financières des ME", souligne le rapport, tout en identifiant la détérioration budgétaire ainsi que la croissance potentielle modérée et la productivité dans les ME restent des préoccupations importantes à long terme.

"Nous ne nous attendons pas à ce que le rythme de l'expansion au cours des derniers mois se poursuive, car la poussée de la réouverture s'estompe, les dislocations du marché du travail limitent les dépenses

de consommation et les entreprises réduisent leurs investissements", indique le rapport. L'épidémie de virus n'étant pas encore maîtrisée, les comportements de distanciation sociale et les restrictions en cours ralentiront l'activité, ajoute le document.

L'IIF a fait savoir que les marchés émergents éprouvent des difficultés à gérer la pandémie en raison de leurs ressources publiques et de leurs capacités de soins de santé très limitées, combinées à des turbulences financières.

## TUNISIE

## Plus de 1,5 million de personnes exercent dans le secteur informel

Plus de 1,5 million de Tunisiens ont travaillé dans le secteur informel au cours du 4<sup>e</sup> trimestre de l'année 2019, représentant 44 % de la totalité du nombre des travailleurs, ont rapporté samedi des médias locaux.

Selon un communiqué de l'Institut national de la statistique sur "les indicateurs de l'emploi informel pour l'année 2019", plus de 1,5 million de Tunisiens ont travaillé dans le secteur informel au cours du 4<sup>e</sup> trimestre de l'année 2019, représentant 44 % de la totalité du nombre des travailleurs, ont ajouté les mêmes sources.

Le communiqué de l'Institut a précisé que le travail informel est exercé par des personnes âgées de 15 ans et plus, dont des salariés qui ne bénéficient ni de couverture sociale et sanitaire, ni de congé annuel ou de maladie payés et ceux travaillant à leur propre compte.

L'enquête nationale sur la population et l'emploi, réalisée par l'Institut national de la statistique a dévoilé également que l'agriculture et la pêche occupent le premier rang du secteur informel (85 %), suivi de la construction et des travaux publics (69,2 %), outre les activités commerciales (64,7 %).

Le travail informel représente 35 % de la totalité des activités des services englobant le commerce et transports, les communications, l'hôtellerie, la restauration, l'éducation, la santé et les services administratifs. Les personnes travaillant dans le secteur informel sont réparties entre 810 000 salariés contre 680 000 travaillant à leur propre compte et 95 000 aides familiaux.

## HONGRIE

## Le rebond économique en 2021 dépend du vaccin contre le Covid-19

L'économie hongroise aura du mal à croître l'année prochaine si un vaccin contre le coronavirus n'est pas trouvé, a estimé le ministre des Finances du pays, Mihaly Varga, dans une interview publiée samedi, alors que le gouvernement se prépare à annoncer d'autres mesures pour tenter de relancer la croissance.

M. Varga a fait savoir à la presse de son pays que si un vaccin n'est pas disponible vers le milieu de l'année prochaine, "alors selon nos calculs pessimistes, il se pourrait que nous voyions une croissance économique dépassant à peine zéro".

Dans un scénario optimiste, l'économie pourrait croître de 4% à 5% l'année prochaine si un vaccin est disponible au deuxième trimestre, a-t-il prévu.

Un troisième scénario est une reprise prolongée avec une croissance de 3% à 4%, mais cela est également conditionnel à la disponibilité d'un vaccin, a-t-il ajouté.

M. Varga a en outre indiqué que le gouvernement travaillait sur de nouvelles mesures de relance qui pourraient inclure des réductions d'impôt ciblés pour les secteurs touchés par la crise et une prolongation d'un moratoire sur les remboursements de prêts à l'année prochaine.

Le moratoire pour toutes les entreprises et les emprunteurs privés, instauré en mars, était l'une des mesures gouvernementales clés pour aider à réduire les retombées économiques de la pandémie.

Le gouvernement est en pourparlers avec les banques locales sur une éventuelle extension de la mesure depuis que les données du deuxième trimestre ont montré que l'économie hongroise s'était contractée de 13,6% par an, pire que prévu et le ralentissement le plus profond d'Europe centrale.

Après un pic de nouveaux cas ces dernières semaines, la Hongrie a signalé samedi 809 nouvelles infections à coronavirus, portant le total à 16.920 cas et 675 décès.

## RESSOURCES EN EAU

## L'impératif de lutter contre la bureaucratie et d'assurer la transparence de la gestion

Le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki a mis l'accent, samedi à Alger, sur l'impératif pour les cadres du secteur de faire montre de transparence dans la gestion des marchés publics, de lutter contre la bureaucratie et d'être à l'écoute des préoccupations des citoyens. Lors d'une rencontre consacrée à l'installation de 26 directeurs d'unités relevant de l'Algérienne des Eaux, et réunissant les directeurs des unités de wilayas et les directeurs centraux et de wilayas, M. Berraki a insisté sur l'application "des mesures fermes contre toute négligence".

Les visites d'inspection ont révélé les insuffisances dues à la mauvaise gestion et l'impératif de relever ce défi, a-t-il confié. Les informations avérées sur la gestion du secteur au niveau local et même central sont préoccupantes, selon M. Berraki, eu égard à la négligence de certains responsables, l'irresponsabilité affichée par d'autres, voire même le désengagement que manifestent quelques gestionnaires.

L'objectif escompté par le secteur n'a cependant pas été atteint, d'autant que certaines erreurs soulevées par des citoyens dans plusieurs régions doivent être corrigées, notamment les plus éloignées, et les défaillances dans lesquelles sont impliqués "des responsables qui pensent être loin de toute surveillance".

Selon le ministre, les visites d'inspection ont également fait ressortir "un certain relâchement" dans la distribution de l'eau, une situation jugée "très grave car elle attente à la justice sociale et aux droits".

Malgré la disponibilité d'appareils et outils technologiques développés, le secteur continue à enregistrer des fuites notamment d'eau potable dans plusieurs quartiers et agglomérations, et des problèmes de raccordement anarchique constaté ça et là, a-t-il regretté.

Le Premier responsable du secteur a déploré une négligence dans l'évaluation des agents et la prise en charge de certaines lacunes, qualifiant cela de manque de responsabilité.

Le ministre a souligné que les gestionnaires sont tenus de veiller au recouvrement des factures de consommation d'eau impayées, auprès des établissements publics, privés et au niveau des foyers "par les voies réglementaires".

Il a plaidé pour la lutte contre la déperdition de l'eau et le raccordement anarchique au réseau hydrique qui occasionne des dégâts importants aux canalisations.

Le ministre a donné "carte blanche" pour la restructuration des unités, en concertation avec la Direction générale, en vue de prendre toutes les mesures nécessaires, en donnant la chance aux jeunes qualifiés et intègres de prouver leur compétence et capacité à opérer le changement".

La nomination de jeunes directeurs constituera un nouveau départ pour le secteur, à même d'améliorer sa performance, a poursuivi le premier responsable du secteur, ajoutant que ces derniers seront appelés à effectuer un contrôle minutieux dans le cadre de leurs prérogatives.

Le secteur doit contribuer à la création de richesses renouvelables et à enrichir l'économie nationale, notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'économie verte et bleue comme alternative efficace aux économies conventionnelles, notamment les hydrocarbures.

Le ministre a installé une cellule spéciale pour signaler les dysfonctionnements et être à l'écoute des doléances des citoyens, insistant sur l'impératif d'être à l'écoute des citoyens et de prendre en charge leurs préoccupations dans les délais.

Le ministre a ordonné la tenue de rencontres d'évaluation bimensuelles avec ces nouveaux directeurs pour s'enquérir des nouveautés et éventuelles difficultés de gestion.

Par ailleurs, le ministre s'est réuni en tête à tête avec les directeurs de wilaya pour examiner la situation prévalant dans chaque wilaya.



## FEMME - ENTREPRENEURIAT

## Une conférence internationale sur l'activité de la femme rurale le 15 octobre prochain

Une conférence internationale sur l'activité entrepreneuriale de la femme rurale sera abritée par Alger le 15 octobre prochain en coordination avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a annoncé samedi à Tipasa, la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme, et ministre par intérim du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Kaouthar Krikou.

"L'organisation de cette conférence mondiale à l'occasion de la journée mondiale de la femme rurale (15 octobre), en coordination avec le PNUD, est inscrite au titre du renforcement de la coopération entre les deux parties jusqu'à l'horizon 2030", a indiqué Mme. Krikou dans une déclaration à la presse, à l'issue d'une visite de travail dans la wilaya en compagnie de la Représentante résidente du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Algérie, Mme. Blerta Aliko.

La rencontre s'inscrit dans la mise en œuvre de la stratégie des secteurs de la Solidarité nationale et de l'Emploi, visant, a-t-elle dit, "la consécration d'une autonomie économique avec des normes mondiales, dont notamment la modernisation requise dans le développement durable et le monde de l'entrepreneuriat".

Cette initiative, première du genre entre les deux secteurs (Solidarité nationale et Emploi), et le PNUD, vise à élargir la coopération entre les deux parties, notamment en matière d'accompagnement, formation et échanges d'expériences, a souligné le ministre, faisant part de la signature programmée de nombreuses conventions dans le domaine.

Pour sa part, la Représentante résidente du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Algérie a exprimé la "disponibilité" de son organisation à "élargir la coopération et le partenariat en vue de promouvoir le rendement de la femme rurale dans le domaine de l'entrepreneuriat", soulignant les aptitudes de la femme algérienne à apporter la valeur ajoutée requise à l'économie nationale.

"Soit un fait en harmonie avec les objectifs de développement durable des Nations Unies", a-t-elle observé. Les objectifs de développement durable des Nations Unies relatifs à l'activité de la femme dans le monde de l'entrepreneuriat sont "en adéquation avec le plan du Gouvernement algérien en la matière", selon Mme. Blerta Aliko, qui a loué, à ce titre, les efforts consentis par les différents dispositifs de soutien à la micro entreprise, parallèlement à l'accompagnement (financier) assuré par les banques aux femmes, dont les femmes rurales notamment. "Le soutien de l'activité entrepreneuriale de la femme rurale fait partie des objectifs du PNUD, car nous sommes convaincus de l'importance du rôle de la femme dans le milieu rural", a-t-elle encore souligné. Elle a, en outre, exprimé son souhait pour élargir le soutien des activités de la femme à d'autres filières, à l'instar de l'énergie solaire, l'agroalimentaire, et la gestion des ressources en eau, ainsi que d'autres projets en relation avec les technologies de l'information et de la communication.



Le Premier responsable du secteur a déploré une négligence dans l'évaluation des agents et la prise en charge de certaines lacunes, qualifiant cela de manque de responsabilité.

Le ministre a souligné que les gestionnaires sont tenus de veiller au recouvrement des factures de consommation d'eau impayées, auprès des établissements publics, privés et au niveau des foyers "par les voies réglementaires".

Il a plaidé pour la lutte contre la déperdition de l'eau et le raccordement anarchique au réseau hydrique qui occasionne des dégâts importants aux canalisations.

Le ministre a donné "carte blanche" pour la restructuration des unités, en concertation avec la Direction générale, en vue de prendre toutes les mesures nécessaires, en donnant la chance aux jeunes qualifiés et intègres de prouver leur compétence et capacité à opérer le changement".

La nomination de jeunes directeurs constituera un nouveau départ pour le secteur, à même d'améliorer sa performance, a poursuivi le premier responsable du secteur, ajoutant que ces derniers seront appelés à effectuer un contrôle minutieux dans le cadre de leurs prérogatives.

Le secteur doit contribuer à la création de richesses renouvelables et à enrichir l'économie nationale, notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'économie verte et bleue comme alternative efficace aux économies conventionnelles, notamment les hydrocarbures.

Le ministre a installé une cellule spéciale pour signaler les dysfonctionnements et être à l'écoute des doléances des citoyens, insistant sur l'impératif d'être à l'écoute des citoyens et de prendre en charge leurs préoccupations dans les délais.

Le ministre a ordonné la tenue de rencontres d'évaluation bimensuelles avec ces nouveaux directeurs pour s'enquérir des nouveautés et éventuelles difficultés de gestion.

Par ailleurs, le ministre s'est réuni en tête à tête avec les directeurs de wilaya pour examiner la situation prévalant dans chaque wilaya.

## 64% des projets ANGEM affectés aux femmes

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme, et ministre par intérim du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Kaouthar Krikou, a déclaré samedi à Tipasa, qu'un taux de 64% des bénéficiaires des projets de l'Agence nationale de gestion du micro crédit (ANGEM) sont des femmes.

La ministre, qui était en visite dans la wilaya en compagnie de la Représentante résidente du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Algérie, Mme. Blerta Aliko, dans le cadre de la coopération en matière de développement durable, a assuré que la femme rurale a bénéficié d'"une grande part" des dispositifs de soutien et d'accompagnement assurés par l'Etat, "pour la réalisation de projets, et pour consacrer le changement à tous les niveaux, dont particulièrement au plan économique, à travers l'intégration du domaine de l'entrepreneuriat avec une volonté digne d'intérêt".

L'ANGEM a assuré un soutien et un accompagnement à 586.879 femmes sur un total de 923.308 projets financés par le dispositif jusqu'à août dernier, dans différents domaines relatifs entre autres, à l'agriculture, la petite industrie, le bâtiment, l'artisanat et les services, a souligné la ministre.

Selon les statistiques fournies par des responsables de l'ANGEM, la femme rurale a bénéficié de 32% des

projets affectés aux femmes au titre de ce dispositif national de soutien à l'emploi, soit une moyenne de 187.567 bénéficiaires. Mme. Krikou a également fait cas de 15.864 projets de femmes financés par la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC), sur un total de 152.613 projets pris en charge au titre de ce dispositif.

Elle a assuré la poursuite des efforts des secteurs de la Solidarité nationale et de l'Emploi, en vue de consacrer un développement de l'entrepreneuriat chez la femme rurale, avec des normes mondiales "de nature à contribuer à bâtir l'économie de la nouvelle République".

S'exprimant sur la présence de la Représentante résidente du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) avec elle à Tipasa, Mme. Kaouthar Krikou a déclaré qu'elle s'inscrit au titre d'une action de coordination avec le PNUD.

"C'est là une preuve de l'existence d'une volonté pour promouvoir les efforts de la femme rurale dans le monde de l'entrepreneuriat, aux plans formation et accompagnement, et selon des normes mondiales susceptibles de donner libre cours à ses capacités (femme rurale) en matière de productivité, commercialisation et échanges d'expériences", a précisé Mme. Krikou.

Après avoir exprimé sa joie d'avoir accompagné le ministre, Mme. Blerta Aliko a souligné que cette visite est

une opportunité pour s'enquérir de plus près "sur les projets réalisés par la femme rurale dans le cadre des dispositifs étatiques de soutien à l'emploi".

S'agissant des projets qu'elle a visités, la Représentante résidente du PNUD en Algérie les a qualifiés de "dignes d'intérêt", estimant que la femme rurale a "atteint des niveaux appréciables dans le domaine de la petite industrie, et de l'artisanat notamment", a-t-elle indiqué.

Et de poursuivre "c'est la preuve des compétences, aptitudes, et capacités d'innovation de la femme rurale, qui peut jouer un rôle essentiel dans l'édification de l'économie", a-t-elle souligné en outre, plaidant en vue d'œuvrer davantage "pour la professionnalisation de ces micro entreprises, à travers des plans de commercialisation et la labellisation de leurs produits aux plans national et international". Mme. Blerta Aliko a également loué le travail accompli par différents dispositifs de soutien dont elle a pris connaissance, dont l'ANGEM et la CNAC, et le financement bancaire des PME. Il s'agit de "véritables opportunités à exploiter", a-t-elle dit.

Cette visite à Tipasa a permis à Mme. Krikou et à son hôte de s'enquérir d'un nombre de projets économiques réalisés par des femmes, dans le cadre de dispositifs étatiques de soutien à l'emploi.

## HCR - RÉFUGIÉS

# Le HCR alerte sur la précarité accrue des personnes déracinées en raison d'un sous-financement aigu

Des millions de personnes déracinées ayant besoin de protection et d'assistance, ainsi que leurs communautés d'accueil, ressentent l'impact d'un sous-financement massif, alors même que la crise de Covid-19 continue d'accroître les besoins humanitaires au niveau mondial, a prévenu le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés.

A ce jour, l'agence n'a reçu que 49% (soit 4,5 milliards de dollars) sur le montant de 9,1 milliards de dollars nécessaires à ses opérations mondiales cette année, précise le HCR dans un rapport.

Les conséquences de cette pénurie de fonds sont particulièrement dévastatrices dans les pays à faible et moyen revenu, qui accueillent actuellement plus de 85% des réfugiés à travers le monde. Dans un grand nombre de ces pays, la pandémie a déstabilisé la situation économique, augmenté les déplacements internes et réduit l'accès aux procédures d'asile, fait observer l'agence onusienne.

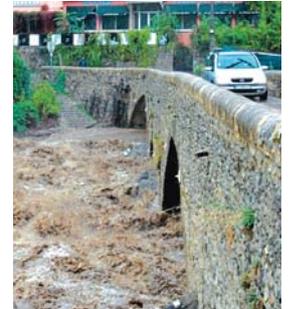
Selon le rapport, la pandémie de Covid-19 constitue un "véritable effet multiplicateur", augmentant les besoins des réfugiés dans de nombreux pays tout en les ren-



dant encore plus difficiles à satisfaire. Le manque de ressources pour les opérations humanitaires pourrait avoir des conséquences dévastatrices pour des millions de personnes dans le monde, notamment en exposant les femmes et les enfants à des risques accrus, en perturbant les services vitaux tels que la santé, les abris, l'eau et l'assainissement, ainsi que de nombreux autres programmes de secours essentiels, fait remarquer le HCR.

Si certains cas de sous-financement sont dus à de nouveaux besoins résultant de la crise de Covid-19, beaucoup d'autres sont antérieurs à la pandémie et démontrent l'impact qu'un sous-financement chronique peut porter sur la vie des populations déracinées et des communautés d'accueil, ajoute la même source.

## FRANCE-INTEMPÉRIES Au moins une personne portée disparue dans des intempéries dans le sud



Au moins une personne est portée disparue dans des intempéries ayant frappé samedi le sud de la France, rapporte la presse locale.

Des pluies diluviennes se sont abattues samedi sur la région du Languedoc, entraînant des inondations et des crues. Le département du Gard a notamment été placé, en début d'après-midi, en vigilance rouge pluies-inondations et crues, par Météo France qui met en garde contre de nouvelles pluies très fortes attendues dans la soirée.

Dans la matinée, des pluies diluviennes avaient déjà provoqué l'inondation de routes départementales et les habitants ont été invités à rester chez eux. Deux sauvetages ont été réalisés dans ce département par hélicoptère et trois par moyen terrestre, selon les pompiers de ce département. Quelque 200 personnes ont été mises en sécurité sur plusieurs communes de la région et plus de 300 sapeurs-pompiers ont été mobilisés.

Ces précipitations diluviennes ne sont pas rares dans la région à cette saison. Ce phénomène appelé "épisode cévenol" se produit à l'automne, quand la mer Méditerranéenne est la plus chaude, ce qui favorise une forte évaporation. Ces masses d'air chaud, humide et instable remontent alors vers le nord provoquant de fortes pluies.

## NIGERIA

## 14 corps retrouvés après la chute d'un bus dans une rivière

Au total, 14 corps ont été retrouvés après la chute d'un bus de passagers dans une rivière du district d'Ivo, dans l'Etat d'Ebonyi, dans le sud-est du Nigeria, a déclaré samedi une policière.

L'accident a impliqué un bus transportant des membres d'une église qui revenaient d'un enterrement vendredi soir, a précisé Stella Uchegbu, com-

mandante du Corps fédéral de la sécurité routière de l'Etat, ajoutant que jusqu'à présent, le nombre de personnes à bord n'avait pas pu être confirmé car le bus était toujours bloqué sous l'eau. "Ce type de bus transporte normalement jusqu'à 30 passagers ou plus. Nous ne savons pas s'il était entièrement chargé", a-t-elle noté. Selon des responsables qui se sont expri-

més samedi, le conducteur a perdu le contrôle du bus en essayant de doubler un camion. Le véhicule a ensuite dérapé et plongé dans la rivière, où il a coulé immédiatement.

De son côté, Loveth Odah, une porte-parole de la police de l'Etat, a confirmé que sept des corps retrouvés jusqu'à présent étaient des hommes et les sept autres sont des femmes.

Tous les corps ont été récupérés samedi. Selon Mme Odah, les autorités locales avaient auparavant secouru cinq personnes et déclaré d'autres personnes portées disparues. Certaines des victimes secourues restent inconscientes et ont été emmenées à l'hôpital, a-t-elle ajouté. La recherche d'autres corps par les sauveteurs est toujours en cours.

## ITALIE - ALLEMAGNE - MIGRATIONS

## Des ONG accusent l'Italie de retarder une mission

Des ONG ont accusé dimanche les autorités italiennes de bloquer sous un prétexte fallacieux un navire s'apprêtant à aller secourir des migrants en Méditerranée.

Le Sea-Watch 4 s'est vu interdire de quitter le port de Palerme (Sicile) après une inspection des autorités, ont annoncé les ONG Sea-Watch, United4Rescue et Médecins sans frontières. Les inspecteurs ont justifié leur décision par le fait que la capacité du navire et de son système sanitaires ne lui permettait pas de faire monter à bord autant de migrants qu'il s'apprêtait à accueillir à en juger par le nombre de gilets de sauvetages à bord. "Cette justification faiblarde montre encore une fois que l'inspection était non pas destinée à s'assurer de la sécurité du navire, mais une manoeuvre systématique pour empêcher les opérations de secours dans la Méditerranée centrale", a déclaré Philipp Hahn, chef de

mission sur le Sea-Watch 4.

"Bien que les autorités nous aient demandé d'aider aux opérations de secours, elles bloquent maintenant encore un autre navire", a-t-il ajouté. Les ONG de secours aux migrants se heurtent de façon répétée aux autorités italiennes.

L'Italie a longtemps été condamnée pour son refus d'accueillir des bateaux privés chargés de migrants dans les ports italiens. L'ancien ministre de l'Intérieur Matteo Salvini est d'ailleurs menacé d'un procès pour avoir illégalement forcé des migrants à rester en mer.

Mais les choses ont changé en septembre dernier, à la suite d'un accord avec la France, l'Allemagne et Malte, et l'Italie autorise désormais officiellement l'arrivée dans ses ports de navires d'ONG. Au cours des cinq dernières années, plus de 19.000 migrants sont morts en tentant la traversée risquée de l'Afrique vers l'Italie.

## KENYA

## Enquête pour détournement de fonds contre l'agence médicale Kemska

Le procureur général du Kenya, Noordin Haji, a annoncé le lancement d'une enquête concernant 71 millions de dollars de "dépenses irrégulières" liées au Covid-19 effectuées par l'Agence publique de fourniture médicale (Kemska).

Kemska est au centre d'un scandale de détournement de millions de dollars destinés à lutter contre le coronavirus, qui fait la Une des journaux depuis des semaines et qui a déclenché des manifestations et des grèves dans les hôpitaux. Cet organisme d'Etat est chargé de l'achat des médicaments et équipements médicaux pour tous les hôpitaux publics, mal équipés face au Covid-19. A la demande du président Uhuru Kenyatta, la Commission éthique et anticorruption avait lancé une première enquête il y a trois semaines en raison de soupçons sur l'octroi par Kemska de contrats d'approvisionnement à des personnalités influentes, dont des hommes politiques, sans respect des règles sur les marchés publics.

La Commission a rendu vendredi au procureur général ses travaux, qui concluent à "des approvisionnements irréguliers et des paiements frauduleux" dans l'achat d'équipements pour un montant de 7,8 milliards de shillings (environ 71 millions de dollars). "En conséquence, j'ai nommé une équipe de procureurs seniors et expérimentés pour mener un examen indépendant et exhaustif du dossier d'enquête", a affirmé Noordin Haji dans un communiqué vendredi soir. Cette enquête pourrait entraî-

ner des poursuites judiciaires contre des individus, principalement des responsables de Kemska et des fournisseurs.

Les investigations de la Commission éthique et anticorruption ont déjà entraîné plusieurs suspensions, dont celle du directeur général de Kemska Jonah Manjari et de son responsable de l'approvisionnement Charles Juma.

Plus largement, des responsables et des hommes d'affaires kenyans sont accusés d'avoir dérobé 400 millions de dollars de fonds publics destinés à l'achat d'équipement médical nécessaire au combat contre le nouveau coronavirus.

La totalité du budget reçu par Kemska dans ce cadre n'est pas connue.

La police kenyane enquête également sur des allégations de vol de matériel de protection offert en mars par le milliardaire chinois Jack Ma, fondateur du groupe de vente en ligne Alibaba.

Le nouveau coronavirus a officiellement contaminé 36.829 personnes au Kenya depuis mars, mais le nombre de nouvelles infections a baissé ces dernières semaines. L'OMS-Kenya a toutefois tempéré l'optimisme des autorités kenyanes. Le Kenya a été touché par de nombreux scandales de corruption ces dernières années. En 2020, le pays a été classé 137e sur 180 dans l'index sur la perception de la corruption établi par Transparency International.

## S A N T É - A L G É R I E

## SANTÉ - SOLIDARITÉ

## Oran : campagne de don de sang de joueurs de Ligue 1 et 2 au profit de l'hôpital anti-cancer d'Al-Hassi

Plusieurs joueurs évoluant dans des clubs oranais de Ligue 1 et 2 de football ont participé à une campagne de don de sang au profit des malades de l'hôpital anti-cancer d'Al Hassi (Oran), a-t-on appris samedi auprès des organisateurs.

Cette initiative, qui s'est déroulée en fin de semaine, a vu la participation de sociétaires des équipes du MC Oran, de l'ASM Oran, ainsi que du nouveau promu en Ligue 2, l'IRB El Kerma, a-t-on précisé de même source.

Des dirigeants de l'IRBEK ont également pris part à cette campagne, en plus des représentants d'une agence spécialisée dans les transferts des joueurs, organisatrice de l'initiative, et dont le siège est situé à Oran.

Ce geste a été hautement apprécié par les responsables de l'établissement hospitalier en question, surtout qu'il intervient au moment où les banques de sang des différents hôpitaux du pays connaissent une baisse sensible de la quantité de cette matière vitale, une situation causée notamment par la propagation du coronavirus depuis mars dernier. Les initiateurs de la campagne se sont, en outre, engagés à rééditer la même opération à l'avenir, promettant une participation massive des sportifs, car estimant que "le sport est censé traduire les valeurs de solidarité avec les différentes couches de la société", a-t-on ajouté.

## ORAN

## Une visioconférence sur le thème "Vivre ensemble avec la pandémie Covid-19"

Le Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC) d'Oran abritera aujourd'hui une visioconférence sur le thème "Vivre ensemble avec la pandémie Covid-19", a-t-on appris auprès des organisateurs.

Cette conférence, qui sera animée par le sociologue Mohamed Mebtoul, s'appuiera sur un travail de recherche mené par ce chercheur affilié au CRASC, en partenariat avec l'Observatoire régional de la santé (ORS) d'Oran et l'association "Santé Sidi El Houari." Il s'agit de présenter les résultats préliminaires de ce projet de recherche, dont l'objectif central a été focalisé sur la compréhension des significations profanes attribuées par les personnes de conditions sociales et culturelles diversifiées à la pandémie Covid-19, a expliqué à l'APS M. Mebtoul, soulignant que son analyse s'appuie sur les témoignages de dizaines de personnes.

Ce travail est une tentative d'écouter ce que la société a à dire à propos de la pandémie de Covid-19, dans lequel Mohamed Mebtoul a tenté "d'ouvrir les yeux et de tendre l'oreille pour aller au-delà des préjugés." Refusant de considérer une partie de la société comme "inconsciente" à cause du non port du masque par exemple, Mohamed Mebtoul a tenté de décrypter ces comportements et de les comprendre, relevant que "les médias se contentent de coller des étiquettes."

La visioconférence est prévue pour le 21 septembre à partir de 09 heures avec des places très limitées pour ceux qui veulent assister physiquement. Les participants doivent s'inscrire à l'avance.

## COVID-19

## Des sociétés d'assurance font un don à la PCH

Cinq sociétés d'assurances relevant du secteur public ont fait jeudi à Alger un don de consommables médicaux à la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) lors d'une cérémonie de signature d'une convention de solidarité dans le cadre de la lutte contre la propagation du nouveau coronavirus (covid-19).

La convention a été signée par la directrice de la PCH, Dr. Fatima Wakti et les Pdg de cinq (05) sociétés publiques d'assurances en présence du ministre de la Santé, de la population et de la réforme

hospitalière, Abderrahmane Benbouzid. Il s'agit de la Compagnie algérienne des assurances (CAAT), la Compagnie algérienne d'assurance et de réassurance (CAAR), la société Cash assurances relevant de la Sonatrach, la Caisse nationale de Mutualité Agricole (CNMA) et la Compagnie centrale de réassurance (CCR). Après avoir salué "le nombre croissant des aides dont les auteurs ont consacré le véritable sens de solidarité et d'entraide depuis l'apparition de la pandémie Covid-19", le ministre a affirmé que cette

## 203 nouveaux cas, 124 guérisons et 7 décès

Deux cents trois (203) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 124 guérisons et 7 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué dimanche à Alger le Porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élevé ainsi à 49.826 dont 203 nouveaux cas, alors que le nombre des patients guéris est passé à 35.047 et celui des décès à 1672, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

En outre, 20 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 10 cas, 6 autres ont enregistré plus de 10 cas, tandis que 22 wilayas n'ont enregistré aucun cas. Par ailleurs, 31 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir.

Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

BAISSE DES CAS DE CONTAMINATION AU CORONAVIRUS  
Benbouzid se félicite des résultats obtenus

Le ministre de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière, Pr Abderrahmane Benbouzid s'est félicité, samedi à Alger, des résultats obtenus en matière de lutte contre le coronavirus et de la baisse des contaminations, ce qui "permettra au secteur de reprendre les activités médicales gelées".

Dans une déclaration à la presse en marge d'une visite d'inspection des deux nouveaux services des urgences aux CHU Mustapha Pacha et

Nafissa Hamoud (ex Parnet), le ministre a précisé que la baisse des cas de contamination durant ces dernières semaines était due à "la participation efficace de tous les secteurs et de toutes les franges de la société, en dépit du fait que certains ne respectent toujours pas le port obligatoire du masque".

Il s'est félicité, à cet égard, des résultats accomplis, ce qui permettra au secteur, a-t-il dit, de reprendre les activités médicales gelées suite à la propagation du virus. "Nous

avons gagné la bataille contre le virus et devons maintenir la stabilité pour ce qui est du taux de contamination, à travers le respect des règles préventives s'ajoutées", a ajouté le ministre.

Précisant que l'Algérie avait enregistré une stabilité en termes de nombre d'infection à la Covid-19 par rapport à certains pays en proie à une deuxième vague de contamination,

M. Benbouzid a mis en garde contre une hausse des contaminations si "les règles de

prévention obligatoires mises en place par les pouvoirs publics ne sont pas respectées".

Il rappelle, par ailleurs, que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) avait salué les résultats accomplis par l'Algérie en matière de lutte contre le virus par rapport à ceux enregistrés dans certains pays développés, appelant "ceux qui remettent en doute ces résultats" à se rapprocher des hôpitaux pour constater le taux d'occupation des lits.

## SERVICES DE SANTÉ

## Un nouveau souffle pour les services des urgences des CHU et de proximité

Le ministre de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière, Pr Abderrahmane Benbouzid a déclaré qu'"un nouveau souffle sera donné aux services des urgences médicales des Etablissements sanitaires hospitaliers et de proximité à travers le pays."

Cette opération s'inscrit dans le cadre de la nouvelle stratégie du ministère pour la réforme des hôpitaux de manière à assurer au citoyen des prestations de santé de proximité de qualité", a déclaré Pr Benbouzid lors de l'inspection des deux services d'urgences médicales chirurgicales des CHU Mustapha Pacha et Nafissa Hamoud (ex Parnet) accompagné de ministre délégué chargé de la Réforme hospitalière, Pr Ismail Mesbah et du wali d'Alger, Youcef Chorfa. Le service des

urgences médicales chirurgicales de l'hôpital Mustapha Pacha a été transféré dans un département plus spacieux et celui du Centre hospitalier d'Hussein Dey a été transféré à l'extérieur de l'établissement, et ce pour l'allègement de la pression sur ces deux établissements et l'admission d'un plus grand nombre de malades.

Cette opération, qui ne se limite pas aux deux nouveaux services pilotes, sera élargie aux autres établissements hospitalo-universitaires et de proximité de cette région ainsi que les autres régions du pays". La délégation a reçu des explications exhaustives sur le service des urgences de Mustapha Pacha qui sera bientôt prêt après équipement et aménagement de ses différents services. Ce nouvel espace aura une entrée indépendante pour les malades

et les ambulances de manière à éviter la congestion.

Un exposé exhaustif a été présenté à la délégation sur le nouveau service des urgences médicales chirurgicales du CHU d'Hussein Dey, sis près du siège de la Circonscription administrative d'Hussein Dey et qui a été mis en service après avoir été doté du matériel nécessaire.

Pour sa part, le wali d'Alger, Youcef Chorfa a évoqué "l'élaboration d'un plan sanitaire du territoire pour les services des urgences médicales, aussi bien pour les CHU que pour les centres de proximité, pour alléger la pression sur les grands établissements", précisant que la concrétisation de cette opération se fera en 2020/2021 une fois ces services dotés de moyens humains nécessaires.

compagnies d'assurance, à l'image des autres opérateurs économiques, "contribuent à la solidarité avec le secteur sanitaire notamment avec la PCH".

Pour sa part le PDG de la Société algérienne des assurances (SAA), Nacer Sais, a indiqué que ces don faits par les sociétés d'assurance "aideront la PCH à doter les hôpitaux en les consommables médicaux de prévention", ajoutant que cette opération de solidarité sera suivie par d'autres dans l'avenir".

# PANDEMIÉ DE CORONAVIRUS

## BILAN DANS LE MONDE

### Au moins 957.948 morts

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 957.948 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre, selon un bilan établi à partir de sources officielles dimanche.

Plus de 30.849.800 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, dont au moins 20.871.300 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations.

Certains pays ne testent que les cas graves, d'autres utilisent les tests en priorité pour le traçage et nombre de pays pauvres ne disposent que de capacités de dépistage limitées.

Sur la journée de samedi, 5.089 nouveaux décès et 291.505 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont l'Inde avec 1.133 nouveaux morts, les Etats-Unis (786) et le Brésil (739). Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 199.268 décès pour 6.766.631 cas recensés, selon le compte de l'université Johns Hopkins.

Au moins 2.577.446 personnes ont été déclarées guéries.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 136.532 morts pour 4.528.240 cas, l'Inde avec 86.752 morts (5.400.619 cas), le Mexique avec 73.258 morts (694.121 cas), et le Royaume-Uni avec 41.759 morts (390.358 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, le Pérou est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par



rapport à sa population, avec 95 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Belgique (86), l'Espagne (65), la Bolivie (65), et le Brésil (64).

La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao) a officiellement dénombré un total de 85.279 cas (10 nouveaux entre samedi et dimanche), dont 4.634 décès et 80.477 guérisons.

L'Amérique latine et les Caraïbes totalisaient dimanche à 11h00 GMT 322.661 décès pour 8.709.926 cas, l'Europe 225.223 décès (4.825.798 cas), les Etats-Unis et le Canada 208.518 décès (6.909.376 cas), l'Asie 124.713

décès (7.183.805 cas), le Moyen-Orient 42.093 décès (1.788.575 cas), l'Afrique 33.829 décès (1.401.274 cas), et l'Océanie 911 décès (31.053 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par du s agences auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). En raison de corrections apportées par les autorités ou de publications tardives des données, les chiffres d'augmentation sur 24h peuvent ne pas correspondre exactement à ceux publiés la veille.

## BRÉSIL

### Plus de 136.000 décès

Le ministère brésilien de la Santé a annoncé samedi que le Brésil a enregistré 739 décès liés au nouveau coronavirus au cours des dernières 24 heures, ce qui en porte le total à 136.532.

De plus, le ministère a signalé 33.057 cas supplémentaires au cours de la

même période, pour un total de 4.528.240.

L'Etat de Sao Paulo, le plus peuplé du pays, a été le plus affecté par le virus, avec 33.927 morts, suivi par celui de Rio de Janeiro qui en a dénombré 17.634.

Les deux Etats ont prévu de repren-

dre les cours en présentiel à partir du mois d'octobre.

Le Brésil est le troisième pays au monde comptant le plus grand nombre de cas de COVID-19, après les Etats-Unis et l'Inde, et le deuxième derrière les Etats-Unis en nombre de décès.

## BELGIQUE

### La Belgique franchit le cap des 100.000 cas

La Belgique a franchi dimanche le cap des 100.000 infections au nouveau coronavirus, après une nette accélération des tests positifs ces dernières semaines, comme dans de nombreux pays européens, révèlent les chiffres de l'institut de santé publique Sciensano. Ce pays de 11,5 millions d'habitants recensait dimanche 100.748 cas de Covid-19 et 9.944 décès, sur fond de multiplication des tests.

La Belgique est, avec l'Espagne et la Suède notamment, dans le peloton de tête des Etats européens comptant le plus de contaminations.

Elle affichait ce week-

end environ 8.600 cas pour un million d'habitants contre 6.800 en France, selon des agences. Alors que la courbe des contaminations avait été aplatie en juin, il y a eu au cours des trois mois d'été environ 40.000 nouveaux cas en Belgique, un rebond commençant à s'opérer à partir de fin juillet.

Selon les données de Sciensano, la tendance s'est nettement accélérée la première quinzaine de septembre, jusqu'à repasser le cap du millier de nouvelles infections chaque jour en moyenne, au cours de la semaine du 9 au 15 septembre (pour 32.255 tests effectués en moyenne journali-

ère soit un taux de positivité de 3,4%). Ce nombre d'infections représente un bond de 77% par rapport à la semaine précédente (environ 600 cas par jour), toujours d'après Sciensano. Sur la seule journée du 14 septembre, 1.717 cas ont été diagnostiqués. Il faut remonter à la mi-avril pour retrouver de tels chiffres.

Un nombre record de 2.336 nouveaux cas avait été comptabilisé le 10 avril, à une époque où la mortalité atteignait aussi des sommets.

Cette recrudescence d'infections en septembre s'accompagne pas d'un rebond de la mortalité car la grande majorité des tes-

tés positifs sont âgés de moins de 60 ans, expliquent les experts.

La courbe des hospitalisations se redresse moins vite et celle des décès reste relativement plate.

Il y a eu entre deux et cinq décès par jour depuis un mois.

Toutefois avec près de 10.000 morts la Belgique est un des pays européens les plus endeuillés par la pandémie.

Dès le début, les autorités ont fait le choix d'un recensement large, intégrant aussi les décès potentiellement dus au virus sans qu'un test ait pu nécessairement le confirmer.

## ROYAUME-UNI

### Une amende de 10.000 livres en cas de non-respect de la quarantaine



Les Britanniques qui ne respecteront pas un auto-confinement en cas de contamination au coronavirus se verront infliger une amende pouvant aller jusque 10.000 livres sterling (11.000 euros), a annoncé samedi le gouvernement lors de la présentation des nouvelles règles visant à réduire le nombre de cas positifs.

Le Premier ministre Boris Johnson, qui avait déclaré cette semaine que le Royaume-Uni faisait face à la seconde vague de Covid-19, a présenté de nouvelles restrictions appliquées aux habitants des régions du nord, nord-ouest et centre de l'Angleterre, principalement touchées.

Parmi ces mesures, le gouvernement britannique introduit une obligation légale d'auto-confinement, à compter du 28 septembre, pour les personnes testées positives ou à qui le National Health Service (NHS) demande de le faire.

"La meilleure manière de combattre le virus est que chacun suive les règles et que les personnes risquant de transmettre la maladie s'isolent", a déclaré le Premier ministre dans un communiqué.

"Personne ne doit sous-estimer l'importance de ces mesures, ces nouvelles règles signifient que vous avez l'obligation légale de les appliquer, dès lors que nous êtes contaminés ou que le NHS vous le demande", a-t-il ajouté.

Le Royaume-Uni demande aux personnes testées positives de s'isoler 10 jours, alors que ceux qui vivent avec une personne testée positive ou présentant les symptômes doivent s'auto-confiner 14 jours.

En cas de non respect des règles, les amendes iront de 1.000 GBP (1.090 EUR) à 10.000 GBP en cas de violation répétée ou les pires manquements.

Afin d'inciter au respect de ces règles, les personnes aux revenus limités pourront recevoir une aide forfaitaire de 500 GBP (545 EUR) s'ils n'ont pas la possibilité de télétravailler durant leur quarantaine.

Le Royaume-Uni a été le pays européen le plus durement touché par la pandémie en cours, avec près de 42.000 décès comptabilisés, et fait face à une remontée rapide du nombre de nouveaux cas depuis la rentrée.

"Nous voyons une reprise en France, en Espagne, à travers l'Europe.

Il est absolument inévitable, je le crains, que nous finissions par le voir dans ce pays", a insisté M. Johnson.

Si de nouvelles restrictions ont été instaurées cette semaine, le Premier ministre britannique a exprimé sa réticence à imposer un nouveau confinement total du pays, alors que plusieurs députés conservateurs se montrent critiques à l'encontre des mesures déjà prises.

Dans la journée, des manifestants anti-vaccin et anti-confinement ont affronté la police sur Trafalgar Square, au cœur de Londres.

32 personnes ont été interpellées.

APIS

## CHILI

### Plus de 3 millions de tests PCR effectués

Le gouvernement du Chili a indiqué samedi que le pays a administré plus de 3 millions de tests de réaction en chaîne par polymérase (PCR) pour le nouveau coronavirus depuis que la maladie a été détectée pour la première fois dans le pays.

Le ministre chilien de la Santé, Enrique Paris, a déclaré à la presse locale que "les chiffres que nous pou-

vons rapporter aujourd'hui reflètent l'énorme effort des professionnels de santé, qui ont permis de réaliser plus de 34.000 tests au cours des dernières 24 heures, dépassant ainsi les 3 millions au total".

Le ministère a précisé que durant la même période, 34.822 tests PCR ont été administrés, pour un total de 3.010.713 tests administrés dans l'ensemble du

pays à ce jour. Il a également signalé 1.848 nouveaux cas de COVID-19 au cours des dernières 24 heures, ce qui en porte le nombre total à 444.674, dont 14.319 sont actuellement actifs.

En outre, 55 autres décès dus à la maladie ont été enregistrés au cours de la même période, pour un total de 12.254 depuis l'arrivée de l'épidémie au Chili.

# VESSIE

## COMMENT EN PRENDRE SOIN AU QUOTIDIEN

Pour éviter les fuites et les infections urinaires, de simples gestes de prévention peuvent suffire. Voici quelques conseils pour prendre soin de votre vessie.

### JE NE ME RETIENS PAS D'URINER

Faire pipi est un processus assez complexe qui implique un réseau de connexions entre le système urinaire et le cerveau. Quand la vessie commence à se remplir, les nerfs situés dans ses parois envoient des messages au cerveau pour l'en informer. Tout en commandant au sphincter entourant l'urètre (le canal par lequel l'urine s'évacue) de rester contracté.

Le conseil : Écoutez ces messages d'alarme, car si on tarde à le faire, leur perception peut être faussée à la longue. Résultat, on peut éprouver l'envie d'uriner alors que l'on vient juste de le faire. Inversement, on peut ne pas en ressentir le besoin et laisser la vessie se remplir jusqu'à un possible "accident" de trop-plein.

### J'ÉVITE LES INFECTIONS URINAIRES

Les infections urinaires touchent plus souvent les femmes pour des raisons anatomiques. L'urètre féminin étant plus court, les bactéries qui viennent de l'anus peuvent donc y remonter plus facilement et se retrouver plus vite dans la vessie.

Le conseil : essayez-vous toujours de l'avant vers l'arrière. Il est aussi conseillé d'uriner après

chaque rapport sexuel, afin d'éliminer les germes présents dans l'urètre.

Buvez un grand verre de jus de cranberry (240 ml) par jour. Une étude récente a en effet montré que cette consommation pendant 24 semaines d'affilée réduisit les infections urinaires de 40 %. Ce qui serait un bon moyen de diminuer la prise d'antibiotiques, et donc l'apparition de bactéries résistantes.

### JE BOIS ASSEZ (MAIS PAS TROP)

Idéalement, il faut boire 1,5 à 2 litres d'eau par jour, soit 6 à 8 verres. Car pour que la vessie fonctionne bien, il est important de boire suffisamment. À défaut, la vessie va s'habituer à retenir de petites quantités et devenir très sensible. De plus, l'urine devient très concentrée, ce qui risque d'irriter la paroi et de provoquer cette irrépressible envie de faire pipi, alors que le réservoir n'est qu'à moitié rempli. À contrario, boire trop va augmenter la fréquence des mictions et, à terme, les risques d'accident (fuite urinaire). À éviter si on a une vessie sensible : les boissons contenant de la caféine (café, thé...) ou des édulcorants artificiels (sodas light), ainsi que l'alcool, qui peuvent être irritants.



### JE RENFORCE MON PÉRINÉE

Le plancher pelvien groupe de muscles qui s'étend du pubis au coccyx entoure la partie inférieure de la vessie et la maintient. Également appelé périnée, il joue un rôle essentiel dans la fermeture du sphincter de l'urètre : les muscles sont maintenus légèr-

ement contractés pour empêcher les fuites d'urine et se relâchent lorsqu'on le décide.

Le conseil : pour prévenir la perte de contrôle de la vessie (et donc l'incontinence urinaire), il est conseillé de muscler son périnée. Comment ? En contractant très fort les muscles situés autour

du vagin et du rectum (comme si on se retenait d'uriner ou de lâcher un gaz) durant 5 secondes, puis en relâchant 5 secondes. Recommencer 20 à 30 fois sans faire de pause.

La fréquence ? 3 ou 4 séances de quelques minutes tous les jours.

## DU SANG DANS LES URINES : QUAND CONSULTER ?

Découvrir du sang dans ses urines est toujours inquiétant. Pourtant, les hématuries sont le plus souvent signe d'une infection bénigne qui, un traitement permet de guérir. Le point avec l'Association française d'urologie.

### DU SANG DANS LES URINES : LES CAUSES POSSIBLES

La présence de sang dans ses urines (appelée hématurie en langage médical) est un signe qui alarme souvent les personnes qui découvrent que leur urine a soudainement changé de couleur. "Les hématuries macroscopiques (c'est-à-dire que l'on voit à l'œil nu) sont en effet un motif fréquent de consultation aux urgences" explique le Pr Morgan Rouprêt du comité cancérologie de l'Association française d'urologie. "Les patients pensent d'emblée à un cancer de la vessie alors qu'il y a de nombreuses autres causes possibles."

Les hématuries sont un symptôme, qui doit faire rechercher



une cause précise.

Les calculs dans les voies urinaires (responsables de coliques néphrétiques)

Une infection au niveau de la prostate ou du rein (pyélonéphrite)

Une infection urinaire sont les causes plus fréquentes.

La présence de sang dans ses urines peut également être due à une hémorragie anatomique de voisinage (lésion de l'urètre, traumatisme lors d'un rapport

sexuel...).

"Il faut, quoi qu'il en soit, consulter le médecin car, même s'il s'agit d'une pathologie bénigne, tout retard de diagnostic peut être préjudiciable" insiste le Pr Rouprêt.

### DU SANG DANS LES URINES : D'ABORD CHERCHER L'ORIGINE

Le premier interrogatoire du médecin permet de vérifier que le saignement est bien urinaire et qu'il ne s'agit pas de saignements vaginaux ou de sang dans le sperme. Et d'éliminer les éventuelles causes alimentaires car certains végétaux comme le chou rouge, la betterave ou encore la rhubarbe peuvent colorer les urines.

Le médecin va également chercher les signes associés : fièvre, douleur dans un rein, envie fréquente d'uriner. L'examen cyto-bactériologique des urines (ÉCBU) est incontournable. Cette analyse urinaire vise à confirmer et quantifier le sang dans les urines et à

chercher la présence de germes pathogènes susceptibles d'expliquer sa présence. Un dosage sanguin va permettre aussi d'évaluer la fonction rénale.

Une échographie des reins et de la vessie peut aussi être prescrite. "L'échographie est un examen non irradiant, d'une innocuité totale, qui permet de voir beaucoup de choses : calculs rénaux, tumeurs du rein ou de la vessie, rein obstrué... S'il n'est pas concluant on peut aller jusqu'à l'uro-scanner" explique le Pr Rouprêt.

Enfin, et surtout si vous êtes fumeur (car le risque de cancer de la vessie est quatre fois plus élevé que chez les non-fumeurs), ce bilan peut être complété par une cystoscopie, c'est-à-dire la visualisation par un endoscope des voies urinaires et de l'intérieur de la vessie.

Dans tous les cas, il faut retenir que toute présence de sang dans les urines est anormale et qu'il faut en parler au médecin dès le premier épisode de saignement urinaire.

## Fuites urinaires : les bons gestes à adopter

Très pénibles, les fuites d'urine qui surviennent sans crier gare, tout au plus précédées d'une envie soudaine et irrépressible. Cette incontinence par impériosité n'a rien à voir avec une vessie qui serait trop petite. Elle est due à une vessie hyperactive.

### ETABLIR UN CALENDRIER MICTIONNEL

« Le médecin commence par demander à sa patiente de noter pendant 3 jours les heures auxquelles elle urine, le volume de chaque miction, quel type de boisson elle consomme et en quelles quantités, explique le docteur Loïc Le Normand, urologue au CHU de Nantes. Il pourra ainsi repérer et corriger d'éventuels erreurs. » Mieux vaut en effet ne pas boire en trop grande quantité et éviter les excitants comme le thé, le café, le vin blanc ou la bière. On y associe une rééducation comportementale dont l'objectif est de reprendre progressivement le contrôle de sa vessie et d'apprendre à uriner quand on le décide.

### PRENDRE DES ANTICHLORINÉRIQUES

Quand l'adoption de nouvelles habitudes ne suffit pas, la prise d'anticholinergiques permet de diminuer la sensibilité et les contractions de la vessie. Ces médicaments donnent de bons résultats à condition d'être pris pendant au moins 3 mois. Si la gêne occasionnée par leurs éventuels effets secondaires (constipation, sécheresse de la bouche) est trop importante, on peut essayer une autre marque d'anticholinergique : leur tolérance varie d'une personne à l'autre.

### ESSAYER LA STIMULATION ÉLECTRIQUE

Si les fuites existent aux médicaments, il existe deux autres solutions : la stimulation tibiale postérieure ou la neuromodulation. Dans le premier cas, on pose 20 minutes par jour une électrode au niveau de la cheville, sur le trajet du nerf tibial postérieur qui commande. Dans le second cas, elle est directement implantée au contact d'un des nerfs commandant la vessie et reliée à un pacemaker. Mais l'objectif est le même : calmer l'hyperactivité de la vessie en dérivant un courant de très faible intensité.

# 3 SYMPTÔMES MÉCONNUS DU CANCER DE LA VESSIE

Le cancer de la vessie reste mal connu du grand public. Pourtant, lorsqu'il est pris en charge suffisamment tôt, les chances de guérison sont élevées. Zoom sur 3 symptômes à surveiller.

Le cancer de la vessie constitue le deuxième cancer génito-urinaire le plus fréquent en France après celui de la prostate : chaque année, 13 000 nouveaux patients sont diagnostiqués, dont 81 % d'hommes.

Le plus souvent, le cancer de la vessie se forme à partir des cellules de la muqueuse (épithélium urothélial) : il prend alors le nom de carcinome urothélial. Si l'âge moyen au diagnostic est de 70 ans, ce cancer peut aussi survenir vers 30-40 ans. D'après une récente enquête Opinion Way réalisée pour l'Alliance Merck-Pfizer et l'association Cancer Vessie France Les Zéros, 25 % des Français ne connaissent pas les 'signes d'alerte' du cancer de la vessie.

### QUELS SONT LES SYMPTÔMES QUI DOIVENT AMENER À CONSULTER ?

Le symptôme le plus facilement identifiable, c'est l'hématurie macroscopique - c'est-à-dire : la présence de sang dans les urines. Un cancer de la vessie peut également être responsable d'envies d'uriner fréquentes et de brûlures pendant la miction - qui peuvent



facilement être confondus avec des symptômes d'infection urinaire ! À qui s'adresser ? En cas d'apparition de ces symptômes, l'interlocuteur privilégié reste le médecin généraliste : celui-ci pourra éventuellement vous rediriger vers un médecin urologue, spécialiste de l'appareil génito-urinaire. Le cancer de la vessie est plus fréquent chez les personnes qui fument, chez les personnes ayant bénéficié d'un traitement par radiothérapie au niveau du bas-ventre, chez les personnes ayant fait une chimiothérapie à base de cyclophosphamide, chez les personnes qui subissent des infections urinaires à répétition et chez les personnes qui sont exposées à certains produits chimiques dans le cadre professionnel.

À l'heure actuelle, le pronostic du cancer de la vessie est bon (80 % à 90 % de taux de survie à 5 ans) lorsque la maladie est prise en charge suffisamment tôt ; le taux de survie à 5 ans tombe néanmoins à environ 50 % lorsque le cancer est diagnostiqué tardivement. Dès les premiers symptômes, il est donc indispensable d'oser consulter...

## CANCER DE LA VESSIE : UN TEST URINAIRE POUR LE DIAGNOSTIC PLUS TÔT

Les chercheurs français du Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) de Lyon viennent de mettre au point un test urinaire qui permettra de détecter le cancer de la vessie de manière plus précoce. Jusqu'à 10 ans plus tôt que le diagnostic clinique.

Des chercheurs du Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) de Lyon, une antenne de l'Organisation mondiale de la santé, ont annoncé dans The Lancet avoir mis au point un test de détection précoce du cancer de la vessie. Ce test urinaire, rapide et sans douleur, détecte la présence d'un gène annonciateur de cancer de la vessie. Le diagnostic pourrait ainsi être posé jusqu'à 10 ans avant le diagnostic clinique. Au cours de leurs tests, les chercheurs du CIRC dirigés par le Dr Florence Le Calvez-Kelch ont détecté ces mutations génétiques plus de 10 ans avant le diagnostic de cancer chez 46,7% des échantillons de patients ayant déclenché un cancer par la suite. Des travaux complémentaires doivent permettre de valider ce test et évaluer son utilité clinique.

Environ 12 000 nouveaux cas de cancers de la vessie sont diagnostiqués chaque année en France. C'est le 7<sup>e</sup> cancer le plus fréquent. Jusqu'à présent, il touchait essentiellement les hommes mais de plus en plus de femmes souffrent de ce cancer en raison de l'augmentation du tabagisme. La présence de sang dans les urines (hématurie) est souvent le premier signe qui permet de suspecter ce cancer.

### Comment se passe une cytoscopie

La technique consiste à introduire un tube, muni d'une fibre optique et relié à un faisceau lumineux, jusque dans la vessie en passant par les voies naturelles afin de détecter les anomalies et de procéder à leur ablation. Jusqu'à présent, elle était réalisée en l'espace d'une semaine qui ne permettait pas toujours de voir des petits polypes ou des tumeurs planes, souvent associées à des cancers superficiels et de mauvais pronostic. « À la lumière blanche, dans 30 à 68% des cas, la résection des tumeurs est incom-

plète, d'où de fréquentes récurrences et des réinterventions nécessaires », précise encore le Pr Conort.

### Cancer de la vessie : une nouvelle technique

La nouvelle technique, la cytoscopie en lumière bleue, mise au point par les laboratoires Karl Storz, permet de localiser 30% de cancers en plus. Une heure avant, on injecte un produit photosensibilisant dans la vessie au moyen d'une sonde. Ensuite, on éclaire la paroi de cet organe avec un appareil émettant une lumière bleue pour voir les cellules malignes s'illuminer en rose fluorescent. Les études montrent que des tumeurs superficielles supplémentaires sont repérées chez un patient sur quatre. Surtout, un malade sur cinq bénéficie ensuite d'un traitement plus approprié !

En 2007, la Haute autorité de santé a reconnu l'intérêt de cette technique, en complément de la cytoscopie en lumière blanche. Aujourd'hui, un quart des centres d'urologie sont équipés. Le taux de guérison devrait donc augmenter considérablement dans les années à venir. La méthode pourrait être proposée pour détecter d'autres types de cancer, comme celui des voies urinaires rénales.

### Des symptômes souvent discrets

À moins d'antécédents, l'un des obstacles au diagnostic du cancer de la vessie, c'est qu'il provoque peu de symptômes. Certains doivent toutefois inciter à consulter rapidement.

La présence de sang ou une coloration rouge dans vos urines est un signal d'alarme, mais qui peut disparaître, alors que la tumeur continue à se développer.

Des difficultés à uriner, des mictions fréquentes et impérieuses, des brûlures ou des douleurs, sont également des signes à ne pas négliger.

### De plus en plus de femmes touchées

Avec près de 12 000 nouveaux cas par an, le cancer de la vessie se place au septième rang



des cancers en France. Si les hommes sont majoritairement touchés, le nombre de cas ne cesse d'augmenter chez les femmes du fait du tabagisme, facteur de risque principal. Heureusement, il se soigne relativement bien, et d'autant mieux que 75% des lésions sont superficielles au moment du diagnostic. Mais, plus les tumeurs sont à un stade avancé, plus elles sont difficiles à traiter. Et surtout, dès qu'elles touchent le muscle, il est nécessaire de procéder à l'ablation totale de la vessie.

### Cancer de la vessie : il progresse vite

« La particularité de ce cancer, explique l'urologue Pierre Conort, c'est qu'il se caractérise par des taux de récurrence et de progression importants : 60 à 70% des tumeurs superficielles récidivent, et 10 à 20% évoluent vers des métastases. Ce qui impose un suivi régulier des personnes qui en sont atteintes. Les chances de guérison dépendent donc de la précocité et de la qualité du diagnostic, qui repose sur un examen de référence, la cytoscopie ».

## TCHAD

**Dix soldats tués au cours de l'attaque d'une base du groupe terroriste Boko Haram**

Dix militaires tchadiens ont été tués jeudi au cours de l'attaque d'une base de Boko Haram par l'armée tchadienne dans la zone du lac Tchad, a annoncé samedi le secrétaire général de cette province. Au cours de l'opération, "les éléments de l'armée tchadienne sont tombés dans une embuscade qui a provoqué la mort de dix soldats et fait sept blessés", a déclaré ce responsable, Sadick Khatir, confirmant une information donnée par une source militaire anonyme. Le porte-parole de l'armée, le colonel Azem Mbermandoa, n'a pas confirmé le bilan évoqué par les deux autres sources, mais a ajouté que l'armée tchadienne avait "détruit une base de Boko Haram, récupéré des armes et des munitions".

Le groupe terroriste Boko Haram, né au Nigeria en 2009, a établi des bases sur certains des multiples îlots parsemant le lac Tchad, une vaste étendue marécageuse à la frontière entre le Nigeria, le Tchad, le Niger et le Cameroun.

L'armée tchadienne avait déclenché en avril une offensive contre Boko Haram après la mort d'une centaine de soldats tchadiens dans une attaque du groupe terroriste sur une de ses bases.

Le Président Idriss Déby avait alors affirmé s'être débarrassé de la présence des terroristes sur le territoire national.

Mais malgré cette opération militaire, les attaques continuent. Dans la province du Lac, plus de 360.000 personnes ont fui leurs domiciles pour éviter les attaques et en raison d'inondations, selon l'Organisation internationale des migrations. Le président a reconnu début août que "Boko Haram ferait encore beaucoup de dégâts" au Tchad.

## KENYA

**Arrestation de quatre hauts cadres du Bureau des Normes pour vol de fonds**

Quatre hauts cadres du Bureau des normes du Kenya (KEBS) ont été arrêtés samedi par la police pour le vol présumé de 26 millions de Ksh (environ 260.000 dollars) des comptes de l'agence, rapportent dimanche les médias kenyans, citant l'unité de la police des crimes graves.

Les fonctionnaires mis en cause ont été emmenés à Mombasa pour faire face aux accusations de retrait frauduleux de 26 millions de Ksh des comptes de l'agence sans autorisation, selon la même source qui ajoute qu'un cinquième suspect est toujours recherché par la police.

L'arrestation de ces quatre hauts fonctionnaires du KEBS intervient un mois après que le directeur général de cette institution, Bernard Njiraini, ait été appréhendé en juillet 2020 pour avoir contrarié le travail d'enquêteurs venus faire leurs investigations dans une affaire de passation de marchés publics suspects.

## SAHARA OCCIDENTAL

**Les Lauréats du prix Nobel alternatif interpellent Guterres sur la situation au Sahara occidental**

Le collectif des Lauréats du Prix Right Livelihood, aussi connu comme le prix "Nobel Alternatif", a interpellé le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, sur la situation inquiétante prévalant au Sahara occidental occupé, mettant l'accent particulièrement sur l'arrêt du processus onusien et les violations commises à l'encontre des Sahraouis par le Maroc.

Dans une lettre adressée vendredi au SG de l'ONU, les Lauréats du Prix Right Livelihood, regrettent "l'interruption prolongée du processus de négociations entre le Front Polisario et le Maroc, initié à Genève par l'ancien émissaire Horst Kohler, considérant la "démision prématurée" de ce dernier comme "un développement préoccupant".

Le Collectif a attiré ensuite l'attention du SG des Nations-Unies sur les souffrances infligées aux Sahraouis par le Maroc. "Nous souhaitons également attirer votre attention sur les souffrances persistantes infligées au peuple Sahraoui au cours de l'occupation militaire illégale, qui dure depuis près de quatre décennies, d'une grande partie du territoire non autonome du Sahara Occidental et de son annexion illégale par le Royaume du Maroc", déplore le collectif dans cette missive signée par 22 Lauréats dont la militante sahraouie Aminatou Haider.

Le collectif souligne que, le Maroc ne s'est pas contenté uniquement de l'occupation illégale du territoire sahraoui, mais il y commise "des violations prolongées du droit humanitaire international et des violations systématiques et



constantes des droits de l'homme".

Les violations du Maroc dans le territoire sahraoui ne sont pas seulement d'ordre des libertés et des droits de l'Homme, elles sont aussi précises les Lauréats du prix Right Livelihood, d'ordre économiques, sociales et culturelles.

Ainsi, note le collectif, "la présence de centaines de milliers de mines terrestres le long des 2700 kilomètres de murs de sable séparant le territoire non autonome du Sahara occidental du nord au sud reste un obstacle permanent à la jouissance des droits économiques, sociaux et cul-

turels du peuple Sahraoui et constitue une menace pour son identité et sa vie nationale". Rappelant les nombreuses initiatives de l'ONU et de l'Union africaine visant à permettre au peuple sahraoui d'exercer librement son droit inaliénable à l'autodétermination conformément à la résolution 1514 de l'assemblée générale et à de nombreuses résolutions ultérieures, le collectif des lauréats souligne que le droit à l'autodétermination est inscrit dans la charte des Nations et qu'il constitue le fondement sur lequel se base la Minurso.

Par conséquent, les Lauréats du Prix Right Livelihood exhortent le secrétaire général

des Nations-Unies à appeler, en premier lieu, "les Etats à élargir le mandat de la Minurso pour y inclure un mécanisme de suivi et de rapport de la situation des droits de l'homme au Sahara occidental.

A défaut, "la mise en place d'un autre mécanisme, par lequel l'ONU assure un suivi et des rapports réguliers à propos de la situation des droits de l'homme sur le terrain pour garantir le respect des droits fondamentaux du peuple Sahraoui". Le collectif appelle également le chef de l'ONU à "désigner rapidement un nouvel envoyé personnel sans conditions préalables" et à reprendre d'urgence le processus de négociation, relevant "l'importance de continuer à œuvrer pour parvenir à un accord permettant au peuple Sahraoui d'exercer librement son droit à l'autodétermination lors d'un référendum à une date ultérieure convenue, conformément aux modalités à définir lors des négociations.

Le Collectif des Lauréats du Prix Right Livelihood qui suit la situation dans tous les territoires occupés dans le monde, avait décerné l'année dernière le prix Nobel alternatif à la militante sahraouie Aminatou Haider.

## LIBYE

**Reprise de la production pétrolière sur les sites «sûrs»**

La Compagnie nationale de pétrole (NOC) a annoncé samedi la reprise de la production et des exportations de pétrole en Libye sur les sites "sûrs", au lendemain de l'annonce de la levée d'un blocus de huit mois imposé par les forces du maréchal Khalifa Haftar.

"Des instructions ont été données aux opérateurs pour la relance (...) de la production et des exportations à partir des champs et des terminaux sûrs", a expliqué la NOC sur son site internet.

Elle a aussi annoncé dans un communiqué la levée de la "force majeure sur les champs et les ports pétroliers sûrs", mais son maintien là où "la présence

d'éléments des gangs (du groupe russe de mercenaires) Wagner et de groupes armés est vérifiée", sans toutefois donner les noms des sites en question.

La "force majeure", invoquée dans des circonstances exceptionnelles, permet une exonération de la responsabilité de la NOC en cas de non-respect des contrats de livraison de pétrole.

La Libye, qui dispose des réserves pétrolières les plus abondantes d'Afrique, est déchirée par un conflit entre deux pouvoirs rivaux: le Gouvernement d'union nationale (GNA) reconnu par l'ONU et ayant son siège à Tripoli et le maréchal Haftar basé à l'est.

La NOC, qui réclame régulièrement la levée du blocus, déplore plus de 9,8 milliards de dollars (8,2 milliards d'euros) de pertes de revenus.

Vendredi, le maréchal Haftar a accepté de lever, sous conditions, le blocus mais la NOC a exigé le départ des groupes armés avant la reprise de la production.

"Notre principale préoccupation est de faire redémarrer la production et les exportations en veillant à la sécurité de deux employés", a déclaré le patron de cette compagnie Mustafa Sanalla, qui a maintes fois dénoncé la présence de mercenaires du groupe Wagner sur les sites pétroliers "utilisés à des fins militaires".

## CÔTE D'IVOIRE

**Le Premier ministre appelle à des élections apaisées, incidents avec des opposants**

Le Premier ministre ivoirien Hamed Bakayoko a appelé samedi à des "élections apaisées" devant quelques milliers de jeunes lors d'un meeting politique à Abidjan, à un mois et demi d'une présidentielle tendue, tandis qu'un incident s'est déroulé plus tôt avec des opposants.

"N'écoutez pas ceux qui menacent la Côte d'Ivoire", "la Côte d'Ivoire de la jeunesse qu'on pouvait manipuler, c'est fini!", a lancé M. Bakayoko - que ses partisans disent populaire parmi les jeunes - vantant également le "bilan du président Alassane Ouattara", qui se représente pour un troisième mandat, dont l'opposition conteste la légalité.

Le Premier ministre s'exprimait lors d'un meeting organisé par la "Plateforme pour

la victoire du RHDP", organisation proche du parti au pouvoir, le Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix, alors que la campagne électorale ne débute que le 15 octobre, comme l'a rappelé la Commission électorale indépendante dans un communiqué jeudi, précisant que "toute propagande électorale" est interdite "en dehors de la durée réglementaire de la campagne".

Il s'agissait du premier meeting politique en Côte d'Ivoire depuis l'annonce lundi par le Conseil constitutionnel des candidats retenus pour la présidentielle du 31 octobre. Seules quatre des 44 candidatures déposées ont été retenues par le Conseil: celles du président Ouattara et de trois opposants,

dont l'ex-président Henri Konan Bédié (1993-1999).

Avant le meeting, qui se déroulait dans la grande commune populaire de Yopougon, réputée favorable à l'ex-président Laurent Gbagbo, un incident a éclaté entre des manifestants de l'opposition et les forces de l'ordre.

Vers 8H00 (locales et GMT), au marché Sicogi, un petit groupe de manifestants a affronté les forces de l'ordre et incendié un véhicule de la gendarmerie, selon les témoignages de deux commerçants, sous couvert d'anonymat.

Les autorités ivoiriennes ont interdit toute manifestation jusqu'au 30 septembre.

Une quinzaine de personnes étaient

mortes en août dans des violences survenues dans le sillage de l'annonce de la candidature du président.

Ouattara et des échauffourées ont eu lieu mardi dans plusieurs localités après l'annonce du Conseil constitutionnel.

Plusieurs opposants, dont l'ex-allié de Ouattara Guillaume Soro, dont la candidature a été aussi recalée, contestent les conditions de la présidentielle, sans se prononcer clairement sur un possible boycott.

La crainte de violences meurtrières est forte à l'approche du scrutin du 31 octobre, dix ans après la crise née de la présidentielle de 2010 qui avait fait 3.000 morts, à la suite du refus de Laurent Gbagbo de reconnaître sa défaite électorale face à Alassane Ouattara.

## PALESTINE

## Quatre palestiniens blessés et des dizaines asphyxiés lors d'affrontements avec les forces de l'occupation

Quatre jeunes palestiniens ont été blessés par balles et des dizaines d'autres ont été asphyxiés par le gaz lacrymogène, samedi, lors de la répression des forces d'occupation israélienne d'une marche contre à Kafr Kaddoum.

"Des dizaines des soldats d'occupation ont attaqué des jeunes palestiniens après le début de la marche de Kafr Kaddoum vers la grille de fer fermée, et ont tiré des balles recouvertes de caoutchouc et des bombes lacrymogènes et sonores, blessant quatre jeunes et asphyxiant des dizaines d'autres", a précisé l'agence de presse palesti-

nienne (Wafa), citant une déclaration du coordinateur de la résistance populaire à Kafr Kaddoum, Mourad Ichtioui.

"Des affrontements violents se sont déclenchés entre les forces de l'occupation et des jeunes palestiniens, dont des dizaines ont été blessés", a ajouté Mourad Ichtioui, précisant qu'aucun cas d'arrestation n'a eu lieu.



## SYRIE

## 16 soldats et 20 terroristes tués lors de récents combats dans le désert

Quelque 16 soldats syriens et 20 terroristes du groupe auto-proclamé "Etat islamique" (EI/Daech) ont été tués ces derniers jours lors de combats dans le désert syrien, a rapporté samedi l'Observatoire syrien des droits de l'homme. Les combats ont fait rage dans la région dé-

sertique des provinces d'Alep, de Hama et de Raqqqa, dans le nord de la Syrie, alors que des appareils russes pilonnaient des positions de l'EI, a indiqué l'observatoire. Selon la même source, les combats faisaient rage dans le désert depuis mars, et 740 soldats et combattants pro-gou-

vernementaux syriens, ainsi que 349 membres de l'EI avaient été tués depuis lors. Les terroristes de "Daech" ont perdu des zones clés à travers la Syrie mais ils ont une présence importante dans la région désertique dans le nord et dans l'est du pays.

## USA/IRAN

## Washington défie le reste du monde en proclamant le retour des sanctions

Les Etats-Unis ont unilatéralement proclamé dans la nuit de samedi à dimanche que les sanctions des Nations unies contre l'Iran sont à nouveau en vigueur et ont promis de punir ceux qui les violent, dans un geste qui risque d'accroître leur isolement mais aussi les tensions internationales.

"Aujourd'hui, les Etats-Unis saluent le retour de quasiment toutes les sanctions de l'ONU contre la République islamique d'Iran auparavant levées", a déclaré le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo dans un communiqué.

Selon lui, ces mesures punitives sont "à nouveau en vigueur" depuis samedi 20h00 (00h00 GMT dimanche).

Surtout, le gouvernement de Donald Trump menace clairement de mettre en place un système de sanctions dites secondaires pour punir tout pays ou entité qui violerait les sanctions de l'ONU, quand bien même il est l'un des seuls au monde à estimer qu'elles sont en vigueur. C'est une arme redoutable: les contrevenants désignés par Washington se verraient bloquer l'accès au marché et au système financier américains.

"Si des Etats membres de l'ONU ne remplissent pas leurs obligations pour appliquer ces sanctions, les Etats-Unis sont prêts à utiliser leurs propres outils pour punir ces défaillances", a prévenu Mike Pompeo. Il a promis que des "mesures" américaines seraient annoncées "dans les prochains jours" contre "ceux qui violent les sanctions de l'ONU".

A six semaines de briguer un second mandat, le président Trump pourrait dévoiler ces mesures lors de son discours de mardi à l'Assemblée générale de l'ONU. Seulement voilà, Washington est quasiment seul et contre tous: les autres grandes



puissances, la Russie, la Chine, mais aussi les alliés européens des Américains, contestent cette affirmation.

"Toute décision ou mesure prise dans l'intention de rétablir les sanctions" n'aura aucun effet juridique", avaient répondu par avance la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne dans une lettre commune adressée vendredi à la présidence du Conseil de sécurité.

## USA

## Le Sénat ne doit pas voter sur le successeur de la juge RBG avant la présidentielle

Le Sénat des Etats-Unis ne doit pas confirmer un nouveau juge à la Cour suprême avant la présidentielle du 3 novembre, a estimé samedi la sénatrice républicaine modérée Susan Collins, au lendemain de la mort de la juge Ruth Bader Ginsburg.

"Etant donné la proximité de l'élection présidentielle, je ne pense pas que le Sénat devrait voter sur le candidat retenu avant le scrutin", a écrit dans un communiqué l'élue du Maine, la première élue du parti républicain à prendre position en ce sens.

Les républicains disposent d'une majorité de 53 élus contre 47 aux démocrates à la chambre haute du Congrès. Susan

Collins fait partie de la poignée d'élus modérés qui pourraient faire défaut en cas de vote d'approbation d'un nouveau juge que Donald Trump souhaite voir se tenir rapidement.

Le président "a l'autorité constitutionnelle pour affecter un poste vacant à la Cour suprême et je n'ai pas d'objection à ce que la commission judiciaire du Sénat commence à examiner les références de son nominé", a encore écrit Susan Collins, qui mène une campagne difficile pour conserver son siège.

Mais "par honnêteté envers le peuple américain (...) cette décision de nomination à vie à la Cour suprême devrait être prise par le président qui sera élu le 3

novembre", a-t-elle ajouté.

"Nous devons agir équitablement et de manière cohérente, quel que soit le parti au pouvoir", a encore estimé Susan Collins, en référence au refus des sénateurs républicains d'auditionner le candidat à la Cour suprême choisi par le président démocrate Barack Obama en 2016, sous prétexte que l'élection était trop proche.

La doyenne de la Cour suprême Ruth Bader Ginsburg est morte vendredi à 87 ans des suites d'un cancer du pancréas, laissant vacant un poste très influent que Donald Trump aimerait pourvoir avec un juge conservateur pour satisfaire ses électeurs de la droite religieuse.

## USA

## Une enveloppe contenant un poison, la ricine, reçue à la Maison Blanche

Une enveloppe contenant de la ricine, un poison très puissant, a été adressée à la Maison Blanche cette semaine et interceptée avant d'atteindre le président Donald Trump, rapportent samedi les médias américains. "Le FBI, les services secrets américains et les services d'inspection de la Poste enquêtent au sujet d'une lettre suspecte reçue à un centre de courrier gouvernemental", selon la police fédérale.

"A l'heure actuelle, il n'y a aucune menace pour la sécurité", a ajouté le FBI. Selon des sources anonymes, citées par le New York Times et CNN, deux tests menés sur le produit retrouvé dans ce courrier suspect ont établi qu'il s'agissait de ricine. La ricine est le poison le plus violent du règne végétal, 6.000 fois plus puissant que le cyanure. Il s'agit d'une substance mortelle en cas d'ingestion, d'inhalation ou d'injection, et contre laquelle il n'existe pas d'antidote.

D'après le quotidien new-yorkais, les enquêteurs pensent que le courrier venait du Canada et ils auraient identifié une femme comme suspecte. D'autres agences fédérales, situées au Texas, ont également été destinataires de plis contenant ce poison, selon le journal.

## INDE/CHINE/TENSIONS

## Arrestation d'une Chinoise et son associé dans une affaire d'espionnage

La police indienne a annoncé, samedi, avoir arrêté une Chinoise et son associé népalais, affirmant qu'ils auraient payé des sommes d'argent à un journaliste indépendant indien qui a prétendument transmis des informations sensibles aux "renseignements chinois". "Un grand nombre de téléphones mobiles, d'ordinateurs portables et d'autres matériels sensibles ont été saisis lors de cette arrestation", a indiqué un communiqué de la police indienne.

Le journaliste indien a été arrêté le 14 septembre, indique la police indienne, ajoutant que des documents confidentiels liés à la défense ont été saisis chez le journaliste qui transmettait des informations sur le déploiement de l'armée sur Ligne de contrôle effectif (LOC) et la stratégie frontalière de l'Inde.

Ces développements interviennent dans un contexte marqué par la recrudescence des conflits frontaliers entre les deux géants de l'Asie. La tension dure depuis des années entre l'Inde et la Chine, mais elle a monté d'un cran après que 20 soldats de l'armée indienne ont été tués lors d'une confrontation violente entre des troupes indiennes et chinoises le 15 juin dernier. Les deux pays mènent depuis des décennies une rude concurrence pour s'accaparer le contrôle de la connectivité routière et aérienne dans les tronçons contestés à haute altitude le long des 3.488 km de la Ligne de contrôle du Ladakh (ouest) à l'Arunachal Pradesh (est) riches en eau et en minerais.

## COLOMBIE

## Reprise des vols commerciaux après six mois d'interruption

Les vols commerciaux ont repris samedi en Colombie, avec la réouverture de lignes avec les Etats-Unis, après environ six mois d'interruption en raison de l'épidémie de coronavirus.

"Aujourd'hui, on franchit une étape très importante, nous avons vu le rétablissement des vols internationaux à destination de la Colombie, et la ville de Cartagena commence en tant que ville d'accueil", a déclaré le président Ivan Duque depuis cette cité touristique du nord du pays.

Les deux premières lignes relient la Colombie et les Etats-Unis, et d'autres connexions devraient suivre avec le Brésil, la Bolivie, le Guatemala, l'Equateur, la République dominicaine et le Mexique. Lundi, les vols commerciaux internationaux reprendront également à Bogota.

La Colombie a détecté son premier cas de Covid-19 le 6 mars, et a fermé ses liaisons aériennes 17 jours après. L'épidémie a depuis tué plus de 24.000 personnes et en a contaminé plus de 750.000.

La quatrième économie latino-américaine est entrée dans un confinement strict le 25 mars, mais l'effondrement économique l'a ensuite contrainte à assouplir ses mesures de restrictions.

Le confinement a officiellement pris fin le 1er septembre, remplacé par une stratégie fondée sur l'avantage de responsabilité individuelle et l'extension du port du masque dans l'espace public.

LIVRE - PARUTION

# "Ce que n'a pas dit la boîte noire", dernier recueil de nouvelles de Zahra Bousekine

Un nouveau recueil de nouvelles de l'écrivaine et poétesse Zahra Bousekine a été publié récemment sous le titre "Ce que n'a pas dit la boîte noire" aux éditions "El Khayal".

Ce recueil, paru en langue arabe en 61 pages, compte seize nouvelles abordant divers sujets sociaux inspirés du quotidien et d'autres immersion dans les préoccupations profonde de l'humain, ses maux, ses peurs et ses sentiments.

Zahra Bousekine propose à ses lecteurs "faits divers de la mémoire d'un miroir", qui résume le cycle de la vie à travers un miroir accroché au mur, un texte profondément psychologique soulevant des questionnements sur l'existence, la mort, et le temps. L'écrivaine rend également hommage à la cause palestinienne à travers la nouvelle "Scène de la prison de Ramla" qui relate l'histoire d'un détenu, identifié par un simple numéro symbole de l'humiliation subie dans les geôles de l'occupant.

Dans un autre texte elle aborde le drame des réfugiés palestiniens à travers le parcours d'une dame qui décède dans les camps après avoir passé sa vie à encourager les jeunes à



essayer de revenir chez eux. Les nouvelles abordent également l'amour, la tristesse, le terrorisme, l'exil dans des textes comme "La sagesse de l'eau", "Un avion en papier", "La boîte noire", ou encore "Balles à blanc". Dans les textes de Zahra Bousekine, il apparaît clairement un profond travail de

recherche et d'analyse psychologique ainsi que dans la construction des personnages. Poétesse, conteuse, journaliste, et universitaire, Zahra Bousekine est spécialisée en psychologie, elle compte plusieurs publications à son actif ainsi que des prix littéraires en Algérie et à l'étranger.

# UNIVERSITÉ - CINÉMA - ACCORD Signature d'un accord entre le Centre algérien de la cinématographie et l'Ecole supérieure de journalisme et des sciences de l'information

Le Centre algérien de la cinématographie (Cac) et l'Ecole nationale supérieure de journalisme et des sciences de l'information (Enjsi) ont signé une convention de coopération visant à mettre en œuvre des "collaborations académiques et professionnelles dans des domaines d'intérêt commun", annonce samedi un communiqué du Cac.

Cette convention prévoit un "accompagnement lors des stages pratiques des étudiants de l'école, des sessions de formations dans le domaine cinématographique, la participation à des manifestations scientifiques et colloques, l'initiation de programmes de recherches thématiques, ou encore la publication et la diffusion des activités des deux institutions", explique le communiqué. Le Pr. Abdeslam Benzaoui, directeur de l'Enjsi s'est félicité de cette coopération qui apportera un plus aux étudiants de l'école de journaliste et qui contribuera à agrandir leur connaissance dans le domaine cinématographique et audiovisuel. Pour sa part le directeur du Cac, Salim Aggar, a déclaré que cette convention permettra de "découvrir de futurs critiques de cinéma et des journalistes spécialisés dans le 7e art", précisant que la cinémathèque "met à la disposition des étudiants son centre de documentation" qui englobe une importante collection de livres, photos et affiches de Cinéma.

NIGERIA

# Lagos va rouvrir les cinémas et les salles de sport

Lagos, le cœur économique du Nigeria, devrait rouvrir les salles de sport et les cinémas après des mois de fermeture décidée en raison de la pandémie de COVID-19.

Le gouverneur de l'Etat de Lagos, Babajide Sanwo-Olu, a déclaré samedi aux médias que les exploitants des salles de cinéma et de sport avaient reçu le feu vert pour rouvrir dès qu'ils se seront conformés à toutes les mesures de sécurité nécessaires.

Cependant, le gouverneur a précisé que la réouverture

de ces salles n'est autorisée qu'au tiers de leur capacité, conformément à l'accord passé avec leurs exploitants.

M. Sanwo-Olu a indiqué que les églises et les mosquées avaient également reçu l'autorisation d'organiser des activités religieuses complètes, et que les protocoles de sécurité devaient être strictement respectés.

Les bars, boîtes de nuit, spas et centres événementiels resteront fermés jusqu'à nouvel ordre, a-t-il réitéré.



APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
WILAYA DE BISKRA  
WILAYA DÉLÉGUÉ D'OULED DJELLEL  
DAIRA DE OULED DJELLÉL  
COMMUNE DE CHAIBA  
N° : D'IDENTIFICATION FISCALE DE LA COMMUNE : 07100001061

## Le première excuse

Selon les dispositions des articles 149 jusqu'à 152 du décret présidentiel n°15/247 du 16/09/2016 contenant règlement des offres publique et mandate utilité publics.

Basé sur le marché numéro: 06/2019 datée du : 25/09/2019

Basé sur l'ordre de service enregistrée sous le numéro: 39/2019 datée du: 25/11/2019

Basé sur le rapor de CTH enregistrée sous le numéro : 699/2020 datée du: 08/07/2020

Basé sur le rappel enregistrée sous le numéro:

657/2020 datée du: 07/07/2020

Basé sur le péve enregistrée sous datée du: 12/07/2020

Basé sur le rappel enregistré sous le numéro: 869/2020 datée du : 10/09/2020

Basé sur le péve enregistrée sous datée du : 15/09/2020

En conséquence, le chef du Conseil populaire municipal de la municipalité de Chaiba excusés première fois et des Travaux Fondation rurale à M.

MELLAL ZIAD demandé la réouverture de l'atelier d'un nouveau et l'achèvement des travaux restants dans le projet pour le marché suivant:

• Réalisation D'un Réservoir D'eau 300 m3 - Logsaïat

Remarque :

Si vous ne répondez pas dans un délai maximum de 48 heures de la date de cette annonce publiée dans les journaux nationaux et votre organisation prend en charge tous les dommages causés par elle en conformité avec les lois en vigueur

DK NEWS

Anep : 2016015074 du 21/09/2020

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
WILAYA D'ALGER  
CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE DE CHERAGA  
COMMUNE DE CHERAGA  
NIF : 41000200001608500152  
N° : 2846/2020

## AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément au article N°49 et 82 du décret présidentiel N°15-247 du 02 do el hidja 1436 correspondant au 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics. Le président de l'APC de Chéraga, informe l'en-

semble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°10/2020 paru au journal « DK NEWS » «الشهاب» en date du 07/07/2020 concernant l'opération suivante :

● REALISATION D'UN COMPLEXE SPORTIF A CHERAGA ; LOT :V.R.D.

Suite au PV de la commission d'ouverture des plis et d'analyse des offres en date du 26/07/2020 (ouverture des plis).

Suite au PV de la commission d'ouverture des plis et d'analyse des offres en date du 23/08/2020 (analyse des offres techniques et financières). Que la dite opération est attribuée provisoirement comme suit :

OPERATION	SOUSSIONNAIRE	NIF	MONTANT DE L'OFFRE	DELAI
REALISATION D'UN COMPLEXE SPORTIF A CHERAGA ; LOT : V.R.D.	EGT BOUZADI HAJ	105653800001228	254.472.568,86 DA TTC	10 MOIS

Conformément au article N°49 et 82 du décret présidentiel N°15-247 du 02 do el hidja 1436 correspondant au 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics.

Les soumissionnaires ont le droit de contester le choix opéré, en introduisant un recours dans les dix (10) jours à compter de la date d'affichage de cet avis, qui sera examiné par

la commission des marchés de la commune. Et peut aussi prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières en se rappro-

chant de nos services au plus tard trois (03) jours à compter de la date d'affichage de cet avis.

DK NEWS

Anep : 2016015018 du 21/09/2020

## USA - CHINE

**Possible dénouement à la saga TikTok avec un accord impliquant Oracle et Walmart**

La populaire application TikTok, menacée d'interdiction aux Etats-Unis au nom de la sécurité nationale, va pouvoir continuer à être téléchargée dans le pays: Donald Trump a donné samedi son feu vert à un projet impliquant Oracle et Walmart.

"J'ai donné mon approbation à l'accord.

S'ils le concrétisent tant mieux. Si ce n'est pas le cas, ça ira aussi", a déclaré le président républicain, avant de s'envoler pour un meeting de campagne en Caroline du Nord.

La société, filiale d'un groupe chinois, a confirmé peu après avoir préparé un projet impliquant Oracle en tant que partenaire technologique aux Etats-Unis et Walmart en tant que partenaire commercial.

L'accord prévoit aussi que les deux entreprises américaines puissent acheter jusqu'à 20% de parts dans TikTok avant une future entrée en Bourse. Oracle a précisé qu'il en prendrait 12,5%.

"Nous sommes heureux que la proposition de TikTok, Oracle et Walmart résolve les problèmes de sécurité soulevés par l'administration américaine et règle les questions concernant l'avenir de TikTok aux Etats-Unis", a indiqué une porte-parole de l'application. S'il se concrétise, un tel dénouement pourrait permettre d'éteindre un des nombreux feux couvant actuellement entre Washington et Pékin.

Il pourra aussi permettre aux Américains de continuer à utiliser cette application très prisée chez les jeunes: "Au vu des développements positifs récents", le département du Commerce a annoncé qu'il reportait au moins jusqu'au 27 septembre l'interdiction de télécharger TikTok aux Etats-Unis qui devait entrer en vigueur dimanche. L'application, qui permet de diffuser de courtes vidéos



souvent musicales ou humoristiques, compte quelque 100 millions d'utilisateurs aux Etats-Unis.

TikTok n'a pas donné samedi de précisions sur la façon dont serait réparti le capital mais selon des sources du Wall Street Journal, l'accord prévoit que 53% des parts au total soient attribués à des entreprises et investisseurs américains et 36% à des investisseurs chinois. Donald Trump, qui fait de sa pugnacité envers la Chine un argument de campagne à moins de 50 jours des élections présidentielles américaines, a par ailleurs estimé qu'avec l'accord passé entre TikTok, Oracle et Walmart, "la sécurité sera à 100%".

Le groupe informatique sera en charge de l'hébergement de toutes les données des utilisateurs américains et

de la sécurité des systèmes informatiques associés. "Nous sommes convaincus à 100% de notre capacité à fournir un environnement hautement sécurisé à TikTok et à garantir la confidentialité des données des utilisateurs américains de TikTok et des utilisateurs du monde entier", a commenté la directrice générale d'Oracle, Safra Catz, dans un communiqué.

Le projet prévoit aussi l'embauche de 25.000 personnes aux Etats-Unis et le maintien du siège de la société dans le pays.

Les entreprises impliquées feront par ailleurs "une donation d'environ 5 milliards de dollars" pour "l'éducation des jeunes Américains", a affirmé le président américain qui avait insisté pour que le gouvernement soit rémunéré pour avoir autorisé l'accord.

**TikTok confirme avoir proposé un accord impliquant Oracle et Walmart**

L'application TikTok, filiale de la société chinoise ByteDance menacée d'interdiction aux Etats-Unis, a annoncé samedi qu'elle avait préparé un accord impliquant Oracle en tant que partenaire technologique aux Etats-Unis et Walmart en tant que partenaire commercial.

"Nous sommes heureux que la proposition de TikTok, Oracle et Walmart résolve les problèmes de sécurité soulevés par l'administration américaine et règle les questions concernant l'avenir de TikTok aux

Etats-Unis", a indiqué une porte-parole alors que le président américain, Donald Trump, avait indiqué un peu plus tôt dans la journée avoir donné son feu vert à l'accord.

"J'ai donné mon approbation à l'accord. S'ils le concrétisent tant mieux. Si ce n'est pas le cas, ça ira aussi", a déclaré le président républicain, avant de s'envoler pour un meeting de campagne en Caroline du Nord.

Le locataire de la Maison Blanche affirme depuis des semaines que TikTok, dont la maison mère est l'en-

treprise chinoise ByteDance, espionne pour le compte de Pékin, sans avoir rendu publics des éléments de preuve.

Il avait pris début août un décret donnant à ByteDance jusqu'au 20 septembre, soit dimanche, pour céder les activités de TikTok sur le sol américain à une entreprise "made in US".

Le deal prévoit aussi que les deux entreprises américaines puissent acheter jusqu'à 20% de parts dans TikTok avant une future entrée en Bourse.

**Washington interdit de télécharger les applis TikTok et WeChat aux Etats-Unis**

Les Etats-Unis ont annoncé vendredi l'interdiction, à partir de dimanche, du téléchargement des applications TikTok et WeChat, nouvelle escalade dans le bras de fer avec la Chine sur le sort de ces deux applications.

Washington laisse cependant une porte ouverte à TikTok, application très populaire auprès des jeunes permettant de produire de courtes vidéos, avant de lui interdire complètement d'opérer sur son sol. "Le président laisse jusqu'au 12 novembre pour résoudre les problèmes de sécurité nationale posés par TikTok.

Les interdictions pourraient être levées le cas



échéant", a en effet indiqué le département américain du Commerce dans un communiqué.

Cette annonce est faite alors que les négociations avec la maison mère chinoise ByteDance pour qu'elle cède ses activités sur le sol américain à un

groupe américain piétinent. "Le Parti communiste chinois a démontré qu'il avait les moyens et l'intention d'utiliser ces applications pour menacer la sécurité nationale, la politique étrangère et l'économie des Etats-Unis", justifie le ministère

américain dans son communiqué. "En ce qui concerne TikTok, le seul véritable changement à compter de dimanche soir sera qu'on n'aura pas accès aux améliorations de l'application, aux mises à jour, ou à la maintenance", a détaillé le ministre du Commerce Wilbur Ross sur la chaîne Fox Business.

Très vite, les usagers vont donc devoir composer avec un appli au service dégradé, ce qui pourrait la rendre beaucoup moins attractive.

Pour l'heure, cette application de vidéos courtes est extrêmement populaire chez les adolescents avec environ 100 millions d'utilisateurs aux Etats-Unis et jusqu'à un milliard dans le monde.

## MÉDIAS - INTERNET

**L'UE veut renforcer son arsenal contre les géants du numérique**

La Commission européenne compte renforcer d'ici fin 2020 son arsenal répressif contre l'hégémonie des géants du numérique, pouvant aller jusqu'à leur exclusion du marché commun, a affirmé le commissaire au Marché intérieur Thierry Breton au Financial Times.

Les Gafa (acronyme désignant Google, Amazon, Facebook et Apple), sont "trop gros pour ne pas s'en soucier", estime le commissaire européen, selon qui l'UE a "besoin d'une meilleure supervision" de ces mastodontes, à l'instar de la régulation renforcée de l'activité des banques après la crise de 2008.

La Commission européenne doit dévoiler une nouvelle législation d'ici à la fin de l'année (la "Digital Services Act"), une priorité de l'exécutif européen, afin de mieux surveiller la manière dont les grandes plateformes étendent leurs activités, s'attaquent à la désinformation ou gèrent les données personnelles.

Elle vise à mieux protéger les consommateurs et les concurrents plus petits.

L'échelle des sanctions pour des plateformes qui, par exemple, forceraient leurs utilisateurs à n'utiliser que leur service, pourrait aller jusqu'à les obliger à se séparer de certaines de leurs activités.

"Les plateformes doivent être plus responsables et tenues de rendre des comptes, elles doivent devenir plus transparentes.

Il est temps d'aller au-delà des mesures d'auto-régulation", avait estimé Vera Jourova, chargée des valeurs et de la transparence au sein de la Commission, en présentant début septembre une évaluation de la mise en oeuvre d'un code de bonnes pratiques contre la désinformation, lancé en 2018 et signé par Google, Facebook, Twitter, Microsoft, Mozilla et plus récemment TikTok.

**UE - SUPERCALCULATEURS L'UE va se doter de 8 supercalculateurs de plus d'ici le début 2021**

L'Union européenne prévoit d'acquérir et de déployer huit nouveaux supercalculateurs d'ici le début de 2021 afin de stimuler le calcul haute performance, a annoncé vendredi la Commission européenne. Sur les huit, trois seront des systèmes pré-exaflopiques capables d'effectuer au moins 10 puissance 17 calculs par seconde et se classeront parmi les cinq premiers supercalculateurs au monde.

Les cinq autres sont des systèmes pétaflopiques, qui figurent parmi les 50 premiers au monde.

Ce déploiement s'inscrit dans le cadre de la stratégie numérique de l'UE baptisée "Une Europe adaptée à l'ère du numérique".

Celle-ci vise à devenir le continent le plus connecté d'ici dix ans, a déclaré Thierry Breton, commissaire européen au Marché intérieur.

Margrethe Vestager, vice-présidente exécutive de la Commission européenne en charge de la préparation à l'ère numérique, a également annoncé que 20% du Fonds de relance seraient alloués à la stratégie numérique de l'UE, soulignant que la numérisation était une nécessité tant pour la relance économique que pour la transition verte au sein des Vingt-Sept.

Cette annonce fait suite au premier discours sur l'état de l'Union prononcé mercredi par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, qui a estimé que "l'Europe doit montrer la voie à suivre dans le domaine du numérique, sinon elle sera contrainte de s'aligner sur d'autres acteurs qui fixeront ces normes pour (elle)".

Selon M. Breton, la valeur ajoutée des supercalculateurs réside dans toutes leurs applications pratiques, de la lutte contre le COVID-19 à la surveillance du climat, la télémédecine ou la science.

Les nouvelles machines multiplieront par huit la puissance de calcul des supercalculateurs disponibles au niveau européen.

D'un montant de 830 millions d'euros (983 millions de dollars), le projet profitera aux utilisateurs, notamment au secteur public, à l'industrie et aux PME du continent.





## COVID-19 - SALLES DE SPORT

## Réouverture timide sous un strict protocole sanitaire

La réouverture des salles de sport privées, après une fermeture forcée de six mois en raison du Covid-19, enregistre à Alger un timide retour des adhérents, soumis désormais à un strict protocole sanitaire pour renouer avec leur passion pour la culture physique et sportive.

Une virée effectuée au niveau de quelques salles a permis à l'APS d'y constater, globalement, un faible taux de fréquentation, excepté certaines salles qui ont enregistré une affluente moyenne. Les pouvoirs publics, qui avaient annoncé, mi-mars dernier, la suspension de toutes les activités sportives suite à la propagation du coronavirus, ont fixé la date du 15 septembre pour la réouverture des salles de sport avec, cependant, une application stricte d'un protocole sanitaire destiné à éviter d'éventuelles contaminations.

Des gérants de salles de sport privées se sont gardés de livrer leurs impressions sur la réouverture de leurs enceintes, contrairement à d'autres qui ont accepté d'évoquer la nouvelle ambiance dans laquelle s'effectue la reprise des entraînements.

## Effectifs et disciplines en baisse, tarifs inchangés

Pour les gérants des salles, les raisons de la baisse des effectifs sont "logiques" et sont dues principalement aux appréhensions des pratiquants vis-à-vis du Covid-19.

Au niveau de la salle "Studio Sylphide" de Riadh El-Feth (Madania), première infrastructure visitée, Mouloud, le gérant, s'est félicité de la décision de réouverture prise par les autorités, malgré les conditions préalables imposées en matière de protocole sanitaire.

"La période d'arrêt de nos activités a été longue et nous a beaucoup lésés.

On a accueilli avec satisfaction la décision de réouverture", a affirmé ce gérant, indiquant avoir relayé cette information à travers les réseaux sociaux pour informer les personnes désirant reprendre les séances d'entraînement. Selon lui, les avis restent partagés sur l'annonce de la reprise. Mais que certains adhérents "sont fin prêts pour rallier à nouveau les salles, d'autres affichent des réticences ou préfèrent temporiser encore



pour deux semaines". Le nombre de pratiquants au niveau de la salle sera réduit de moitié. Si on s'entraînait auparavant en présence de 30 personnes par séance, il n'y aura dorénavant que 15 au maximum.

Le jour de la réouverture, il n'y en avait que cinq. Pour les disciplines sportives, trois ont été retenues : fitness, culturisme et vélo.

Abondant dans le même sens, Riyad, gérant de la salle "Maya Gym Land" d'Husseïn-Dey, a souligné la "reprise timide des activités, en raison de la longue durée de fermeture due au Covid-19. Le nombre de pratiquants est aujourd'hui réduit. C'était prévisible", ajoutant que le programme est "désormais réduit à deux ou trois disciplines, outre un accès interdit aux moins de 16 ans, conformément au protocole sanitaire".

Au niveau de la salle "Fitness dream" de Kouba, la faible affluente des pratiquants est perçue comme "tout à fait logique" selon Omar, le gérant, qui estime que "certaines personnes ne sont pas encore prêtes à retourner aux salles de peur de contracter le virus".

"Des gens sont venus s'inscrire chez nous, mais nous les avons refusés car ils ne disposaient pas d'un certificat médical comme le stipule la nouvelle réglementation. En outre, le nombre d'adhérents chez nous sera réduit de moitié aussi bien chez les messieurs que chez les

dames, conformément au protocole sanitaire", a-t-il poursuivi.

## Respect "strict" du protocole sanitaire

Les responsables des salles de sport dans la capitale se sont engagés à appliquer strictement le protocole sanitaire, tout en menaçant d'interdire l'accès à chaque personne ne respectant pas les règles.

Le gérant de "Studio Sylphide" a déclaré dans ce sens : "Le protocole sanitaire exige d'éviter le rassemblement tout en respectant la distanciation physique entre les adhérents. Nous tenons aussi à désinfecter régulièrement la salle et le matériel à l'issue de chaque séance pendant 20 minutes, avant de permettre au groupe suivant d'y pénétrer".

Le protocole sanitaire établi pour les salles de sport privées exige de chaque sportif de ramener son propre tapis d'entraînement et doit mettre sa paire de training dès son arrivée.

De son côté, le gérant de la salle "Maya Gym Land" a indiqué : "C'est vrai que les adhérents peuvent faire de l'exercice sans mettre de bavette, mais ils n'ont pas le droit d'accéder à l'intérieur sauf dans le cas où l'entraîneur les autorise, car le nombre est limité, tout en respectant la distanciation physique pendant les entraînements. Nous devons aussi mettre du gel hydroalcoolique dans les différents coins de la salle". Avant de poursuivre : "Le nombre est limité à

12 personnes qui peuvent s'entraîner dans un espace de 200 m<sup>2</sup>. Chaque pratiquant s'entraîne dans une surface de 4 m<sup>2</sup>, avec obligation de ramener une serviette personnelle". Les mêmes mesures sanitaires sont appliquées à la salle "Fitness dream" : "Nous avons désinfecté l'ensemble du matériel, alors que chaque endroit d'entraînement est distant de l'autre d'au moins un mètre et demi.

Nous avons également exigé de chaque adhérent de ramener ses propres gants. L'utilisation des douches est strictement interdite avec la fermeture des vestiaires. La température est prise avant l'entrée de chaque sportif, selon le protocole sanitaire".

Les responsables des salles de sport ont conseillé ceux qui voudraient reprendre les entraînements à respecter le protocole sanitaire d'une manière "stricte" pour éviter toute propagation du virus.

"Nous espérons que l'adhérent respecte les mesures sanitaires dans la salle", affirment à l'unanimité les gérants, tout en se montrant rigoureux contre ceux qui enfreignent le protocole. "Celui qui n'applique pas le protocole sera exclu immédiatement de la salle, car il expose les autres au danger de la contamination. Nous appelons ceux qui présentent des symptômes à s'abstenir de venir en salle, tout en effectuant un test de dépistage", ont-ils conclu.

PLAY-OFFS NBA  
Les Lakers remportent le match N.1 contre Denver

Les Lakers, portés par les 37 points d'Anthony Davis intenable et imprenable, ont battu (126-114) Denver, trop vite poussé à la faute, pour mener une victoire à zéro dans leur finale de conférence Ouest des play-offs NBA, vendredi. LeBron James a lui été plus discret quoique toujours aussi complet (15 pts, 12 passes, 6 rbd) et L.A. a aussi pu compter sur la science du jeu du facilitateur Rajon Rondo (9 passes, 7 pts, 2 interceptions), ainsi que sur les muscles de Dwight Howard sous les raquettes (13 pts, 2 contres). Aidé par ce dernier, Davis, outre son apport offensif, a dominé à l'intérieur (10 rbd) et remporté son duel de costauds face à Nikola Jokic qu'il a vite poussé à la faute.

Or dans le sillage du Serbe, les Nuggets se sont trop vite mis dans la pénalité puisque Jamal Murray et Paul Millsap aussi ont pris trois fautes et dû le rejoindre sur le banc, en début de deuxième quart-temps.

Débarassés de ce trio majeur, les Lakers ont alors pris leurs distances pour mener de 11 points à la pause et ont considérablement accru leur avance en fin de troisième pour mener (103-79), profitant de l'impossibilité de leurs adversaires de vraiment pouvoir défendre.

Contrairement à ce qu'ils ont pu montrer en terme de ressources mentales et d'énergie dans leurs remontées fantastiques contre les Clippers au tour précédent, les Nuggets n'ont jamais semblé avoir les moyens d'ensuite faire douter les Lakers, malgré quelques paniers derrière l'arc de Murray (3/5, 21 pts, 5 passes) et la bonne adresse de Jokic (21 pts, 8/14, 6 rbd).

## Antetokounmpo à nouveau sacré MVP de la NBA

L'ailier grec des Milwaukee Bucks Giannis Antetokounmpo a été désigné meilleur joueur (MVP) de la saison 2019-20 du Championnat NBA, se succédant à lui-même au palmarès, a annoncé la ligue vendredi.

A 25 ans, il devient seulement le troisième joueur de l'histoire à devenir MVP et meilleur défenseur la même saison, après Michael Jordan (1988) et Hakeem Olajuwon (1994).

"Voir mon nom se mêler dans la discussion avec les leurs veut dire tellement de choses pour moi", a-t-il réagi, remerciant sa famille et ses coéquipiers.

Antetokounmpo (962 pts) était en concurrence avec LeBron James (Lakers), déjà sacré MVP en 2009, 2010, 2012 et 2013, et James Harden (Houston), lui aussi honoré en 2018.

Ces derniers sont respectivement 2e (753 pts) et 3e (367 pts) du vote des journalistes, qui ont placé le prodige slovène Luka Doncic, 21 ans, à la 4e place.

L'an passé, Giannis était devenu le deuxième joueur européen après l'Allemand Dirk Nowitzki (Dallas), en 2007, à recevoir le prestigieux trophée Maurice Podoloff.

Parmi les douze joueurs ayant réussi un "back-to-back" il est le deuxième non-Américain à le faire après le Canadien Steve Nash en 2005 et 2006.

Et il est le deuxième joueur de Milwaukee à conserver ce titre de MVP après Kareem Abdul-Jabbar en 1971 et 1972.

Mais contrairement à son glorieux aîné, le "Greek Freak" (le phénomène grec) n'a pas encore conduit les Bucks à un deuxième titre depuis celui remporté en 1971, ni même à une troisième finale depuis celle perdue en 1974.

APS

## NOUVEAU STADE D'ORAN

## La pelouse retrouve peu à peu sa verdure

La pelouse hybride du stade de 40.000 places d'Oran, en cours de réalisation, commence à retrouver sa verdure après avoir été sérieusement affecté depuis quelques semaines par le changement de la source d'alimentation de l'eau destiné à son arrosage, a indiqué jeudi Farid Bousaïd, responsable de l'entreprise chargée de la pose de la pelouse. "Ce qu'il faut savoir, c'est qu'on n'a pas perdu le tapis végétal, et c'est le plus important.

Le fait d'avoir changé la source d'eau destinée à l'arrosage de la pelouse a permis à cette dernière de retrouver petit à petit sa verdure", a précisé à l'APS le même responsable.

Ayant reçu les éloges des spécialistes et même de la Fédération algérienne de football (FAF), la pelouse du nouveau stade d'Oran, dont le taux d'avancement des travaux a dépassé les 90%, a soudainement jauni il y a quelques temps.

Une polémique était née autour des véritables raisons de cette déconvenue.

"Nous avions eu besoin d'effectuer plu-

sieurs investigations pour connaître les causes de cette situation. Il s'est avéré que les perturbations signalées dans l'approvisionnement via le réseau de l'eau potable a été pour beaucoup dans cette situation.

Comme il faisait très chaud en août dernier, on a du recourir à la bache d'eau pour irriguer la pelouse plusieurs fois dans la journée, nous avons été contraint d'exploiter au maximum l'eau conservé dans la bache en question et, à force de l'avoir trop pompé nous avons récupéré toute la partie basse, sauf qu'elle contenait un taux de chlorure très concentré, ce qui a abimé l'herbe", a souligné le même responsable.

Rappelant que la pelouse, dont le coût est estimé à 170 millions DA (17 milliards de centimes) n'a pas encore été réceptionnée d'une manière officielle, M. Bousaïd a évoqué la possibilité d'exploiter le forage situé dans le complexe olympique duquel relève le stade et dont l'eau est utilisé depuis quelques jours dans l'arrosage de la pelouse pour devenir "une source permanente pour son irrigation". Il a, en outre, rassuré quant

à la réfection totale de la pelouse "au plus tard dans trois semaines", estimant que cette "mauvaise expérience va permettre de tirer les leçons nécessaires pour mieux prendre soin à l'avenir de ce genre de pelouse (hybride) qui est nouvelle en Algérie." Pour sa part, la société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (SEOR), par le biais de sa chargée de communication, Amel Belghor, a dérogé toute responsabilité dans la "mésaventure" qui vient de vivre l'entreprise chargée de la pose de la pelouse du nouveau stade d'Oran, situé dans la commune de Bir El Djir. "L'eau destinée à l'arrosage de la pelouse du stade en question est la même que celle dont SEOR alimente les ménages, les entreprises et même les agriculteurs pour arroser leurs terres.

Il n'y a aucun doute quant à sa bonne qualité, qui est du reste contrôlée minutieusement par des laboratoires spécialisés, et dont les résultats montrent qu'elle répond aux valeurs inscrites dans le décret exécutif concerné publié dans le journal officiel", a-t-elle insisté.

## GOLF

## Matthew Wolff s'échappe en tête de l'US Open

Le jeune Américain Matthew Wolff, 21 ans et dans sa deuxième saison professionnelle, a fait la différence au 3e jour de l'US Open, pour provisoirement s'échapper en tête (-5) avec trois longueurs d'avance sur son compatriote Bryson DeChambeau, samedi à Mamaroneck (New York).

Wolff a rendu une carte de 65 après cinq birdies réussis sur ses neuf premiers trous et sur le tout dernier, contre un bogey commis au 16e.

Une journée presque parfaite pour le 36e mondial, champion universitaire l'an passé pour Oklahoma State, qui dispute seulement son deuxième Majeur sur le versatile parcours de Winged Foot un peu moins balayé par le vent que la veille.

Lors de son premier Grand Chelem, l'USPGA disputé il y a un mois à San Francisco, il s'était déjà distingué en finissant quatrième d'un tournoi enlevé à la surprise générale par un autre jeune, Collin Morikawa, 23 ans.

C'est aux dépens de ce dernier et de DeChambeau que Wolff s'était adjugé pour un coup d'avance son premier titre au 3M Open en juillet 2019.

Le plus dur reste évidemment à faire, ne serait-ce qu'en terme de pression sur cet US Open, pour l'Américain qui devra tenir la distance lors du 4e et dernier tour dominical.

Mais ce qu'il a montré samedi est remarquable et prometteur. Derrière, Bryson DeChambeau s'accroche comme il peut à la caravane de son adversaire. Après deux bogeys aux deux premiers trous, il a réussi un birdie au N.7 et le par sur les suivants.

A trois trous de la fin, il pouvait encore un peu recoller, mais dans tous les cas, s'il ne commet pas d'erreur une première victoire en Majeur reste dans ses cordes.

A trois coups du leader, le Sud-Africain Louis Oosthuizen, qui a rendu une bonne carte de 68 (-1), ferme pour l'heure le podium.

Patrick Reed qui dominait les débats jusque-là, se trouve lui en difficulté à trois trous de la fin (4e) à égalité avec le Japonais Hideki Matsuyama et Xander Schauffele (0). Rory McIlroy (+1) occupe la 6e place aux côtés de Harris English.

## TENNIS

## Nadal éliminé en quarts de finale du Masters 1000 de Rome

L'Espagnol Rafael Nadal, grandissime favori, a été éliminé samedi en quarts de finale du Masters 1000 de Rome par l'Argentin Diego Schwartzman en deux manches (6-2, 7-5), à huit jours du coup d'envoi de Roland-Garros.

Nadal, qui avait renoncé aux tournois aux Etats-Unis (Cincinnati et US Open), a renoué avec la compétition à Rome, après plus de six mois de pause forcée due à la pandémie de coronavirus.

Il est éliminé d'un tournoi qu'il a gagné à neuf reprises et dont il était tenant du titre.

Des balles bombées le long des lignes, des amortis en toute finesse, des échanges et des courses à n'en plus finir.

Pour la première fois cette année à Rome, Nadal a trouvé un adversaire à sa mesure avec Schwartzman, tête de série N.8, un joueur qui n'a pas l'habitude de briller dans les grands tournois et qui jusqu'ici avait perdu neuf fois en neuf matches contre "Rafa". Deux breaks au premier set pour un 6-2 ont d'abord laissé Nadal déboussolé.

L'Espagnol a eu beau puisé dans toute sa panoplie, les "vamos", les poings fermés, la variété des coups, l'Argentin âgé de 28 ans lui a répondu du tac au tac dans un second set d'anthologie avant de s'imposer avec une étonnante maîtrise. En demi-finale, dimanche, Schwartzman rencontrera le Canadien Denis Shapovalov, tête de série N.12.

## L'Italie autorise 1.000 spectateurs dans les stades à partir de dimanche

Un millier de personnes pourront assister à toutes les compétitions sportives en plein air en Italie à partir de dimanche, a annoncé vendredi le ministre des Sports, Vincenzo Spadafora, à la veille de la reprise du championnat de football.

"A partir des demi-finales et finale" du tournoi de tennis de Rome, prévues dimanche et lundi, "un millier de spectateurs pourront assister à toutes les compétitions sportives qui se dérouleront en extérieur et qui respecteront scrupuleusement les règles sanitaires", indique le ministre dans un message écrit.

Pour pouvoir ouvrir partiellement, les organisateurs des événements sportifs devront respecter les "règles prévues pour l'espace, les masques, les réservations de places", précise Vincenzo Spadafora.

Pour ce dernier, c'est "un premier pas, mais un pas significatif vers un retour à la normale du sport, que nous espérons pour bientôt". Les organisateurs du



Masters 1000 de Rome avaient dénoncé une "énorme injustice" de devoir jouer à huis-clos, alors que Roland-Garros, qui dé-

bute dans moins de dix jours, pourra accueillir des spectateurs.

Dans le football, les clubs, économiquement as-

phyxiés par l'arrêt des compétitions au printemps et l'absence de public, réclamaient aussi une réouverture progressive des stades.

TOUR DE FRANCE (19<sup>E</sup> ÉTAPE)

## Kragh Andersen s'impose, Roglic toujours aux commandes

Le Danois Soeren Kragh Andersen a enlevé la 19e étape du Tour de France à Champagnole, sans conséquence pour le classement général toujours mené par Primoz Roglic.

L'écart entre Roglic et son dauphin Tadej Pogacar est resté identique (57 secondes).

Dans ce duel entre Slovènes, il reste à peine un zeste d'incertitude sur un hypothétique renversement de situation avant l'arrivée dimanche à Paris. Pour la victoire d'étape, Kragh Andersen a précédé de près d'une minute le Slovène Luka Mezgec qui a réglé devant le Belge Jasper Stuyven le premier groupe de poursuite.

Kragh Andersen (26 ans), vainqueur de Paris-Tours en 2018, a signé



son deuxième succès en une semaine après avoir gagné samedi dernier la 14e étape à Lyon, également en solitaire. Et aussi le troisième de l'équipe Sunweb, venue sur le Tour dans le seul objectif de la chasse aux étapes.

Samedi, l'unique contre-la-montre

du Tour se dispute sur 36,2 kilomètres entre Lure et La Planche des Belles Filles. Le parcours, plat ou en faux-plat montant, se conclut par une ascension classée en première catégorie pour rejoindre la station de la Haute-Saône, à la veille des Champs-Élysées.

## PARA-NATATION (MONDIAUX-2020)

## Coup de starter des séries mondiales à Berlin en octobre



La ville de Berlin renouera avec la compétition mondiale, en abritant l'Internationale Deutsche Meisterschaften (IDM), la 2e et dernière série mondiale de para-natation-2020, a an-

noncé vendredi, le Comité paralympique international (CPI).

La compétition aura lieu du 15 au 18 octobre au Schwimm- und Sprunghalle dans l'Euroasportpark

(SSE) - l'une des piscines de compétition les plus rapides au monde.

L'Internationale Deutsche Meisterschaften (IDM) à Berlin fait partie des World Series depuis la saison d'ouverture en 2017.

La Série mondiale de Berlin 2020 était initialement prévue en juin, mais a été reportée en raison de la pandémie Covid-19 - qui a interrompu toute la saison mondiale de para-natation.

L'Internationale Deutsche Meisterschaften de

para-natation a déjà accueilli des centaines de médaillés paralympiques.

Les inscriptions pour la compétition ont été ouvertes jusqu'au 28 septembre pour les équipes nationales et athlètes intéressés, à expliqué l'instance internationale. Il est à rappeler, la ville de Melbourne, en Australie, avait accueilli la Série mondiale d'ouverture en 2020 en février avant que la saison ne soit suspendue en réponse à l'épidémie de coronavirus.

## SPORT / GP D'EMILIE-ROMAGNE

## Victoire de l'Italien Fenati en Moto3

L'Italien Romano Fenati (Husqvarna) a remporté dimanche la course de Moto3 du Grand Prix d'Emilie-Romagne (Italie) de moto de vitesse, disputée dimanche sur le circuit de Misano (4,226 km). Fenati a devancé, grâce à un dépassement osé dans le dernier tour, son compatriote Celestino Vietti (KTM) qui avait mené une

bonne partie de la course. Le Japonais Ai Ogura (Honda) complète le podium.

L'Italien fait partie de l'écurie Max Racing dirigée par l'ancien champion Max Biaggi. Husqvarna, qui a fait son retour cette année en championnat du monde, fait désormais partie du même groupe que KTM.



## LIGUE 1 (REPRISE DES ENTRAÎNEMENTS) Les clubs voient enfin le bout du tunnel

Les clubs de la Ligue 1 professionnelle de football, à l'arrêt depuis le 16 mars dernier en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19), vont pouvoir reprendre les entraînements à partir de dimanche, en vue de la nouvelle saison 2020-2021, dont le coup d'envoi sera donné le 20 novembre prochain.

Selon le communiqué publié par le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) le 10 septembre, les clubs sont autorisés officiellement dès ce dimanche à renouer avec le travail, après une si longue attente, marquée par la suspension définitive de la saison 2019-2020.

La décision a été prise conformément aux instructions du Premier ministre qui a chargé le MJS d'examiner avec les différentes fédérations sportives nationales, la possibilité d'une reprise graduelle et progressive des activités sportives à huis clos et après adoption des protocoles sanitaires y afférents par le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de coronavirus et le Centre national de médecine du sport (CNMS).

Après une longue période d'hibernation, les joueurs de l'élite vont pouvoir rechasser leurs crampons pour reprendre le travail, même si le retour à l'activité s'annonce d'ores et déjà difficile, estiment les observateurs.

Contrairement aux saisons précédentes, le protocole sanitaire établi pour faire face à la pandémie de Covid-19, a imposé aux clubs d'effectuer d'abord des tests de dépistage qui leur coûteront les yeux de la tête, avant même d'entamer leur préparation effective.

### La JSK a ouvert le bal

Avant même le feu vert des autorités, la JS Kabylie, en l'absence de l'entraîneur tunisien Yamen Zelfani, était le premier club à reprendre les entraînements le 1er septembre, en effectuant un premier stage à Akbou (Béjaïa), suivi d'un deuxième regroupement entamé vendredi à Mostaganem.

De son côté, le CR Belouizdad, champion d'Algérie en titre, a repris les entraînements lundi dernier, sous la houlette du coach français Franck Dumas.

Les joueurs se sont retrouvés à la forêt de Bouchaoui, dans le cadre de la première phase de préparation.

Le MC Alger, vice-champion d'Algérie, a également voulu anticiper les choses en soumettant ses joueurs mercredi et jeudi derniers à des tests de dépistage en vue de la reprise des entraînements prévue cette semaine sous la conduite de l'entraîneur Nabil Neghiz, avec au programme un stage à Mostaganem.

Quant aux joueurs du CS Constantine, ils ont été soumis à des tests de dépistage vendredi, alors que la JS Saoura a annoncé samedi, sur sa page officielle Facebook, entamer dimanche sa préparation en effectuant la première séance d'entraînement au stade 20-Août de Béchar.

Elle est programmée en début de soirée et à huis clos, précédée dans la matinée par des examens médicaux auxquels seront conviés les joueurs, notamment ceux du Covid-19 au niveau d'une clinique privée.

Les autres clubs de la Ligue 1 professionnelle, composée désormais de 20 clubs suite au léger remaniement apporté au système de compétition pyramidal, vont retourner à tour de rôle au travail pour se préparer, et ce de façon intégrale au pays, suite à la fermeture des frontières en raison de la pandémie de Covid-19. Pour rappel, les membres de l'assemblée générale de la Fédération algérienne (FAF) ont adopté le choix qui prévoyait de désigner les lauréats et les promus, tout en annulant la relégation, au terme de la consultation écrite initiée par l'instance fédérale pour donner suite à l'exercice 2019-2020, définitivement suspendu en raison du coronavirus.

APS

## LIGUE 1 - WA TLEMCCEN La reprise des entraînements fixée au 1<sup>er</sup> octobre

La direction du WA Tlemcen a fixé au 1er octobre prochain le coup d'envoi de la préparation d'intersaison de son équipe première qui vient d'accéder en Ligue 1 de football, a-t-on appris dimanche de son président, Nacereddine Souleyman.

Le même responsable a reconnu, en outre, que son club éprouve des difficultés, notamment sur le plan financier, pour lancer sa préparation en vue de la prochaine édition du championnat, dont le coup d'envoi est prévu pour le 20 novembre, a-t-il indiqué à l'APS.

Se félicitant du retour de l'actionnaire majoritaire de la société sportive par actions, Ahmed Bendjilali, aux affaires du club, Souleyman table également sur l'apport des autorités locales, surtout qu'à l'instar des autres formations, le WAT sera dans l'obligation de se soumettre au protocole sanitaire établi par les autorités concernées dans le cadre de la lutte contre la pandémie de coronavirus, "ce qui conduira à des dépenses supplémentaires importantes", a-t-il insisté.

Le club des "Zianides", qui retrouve l'élite après sept années de traversée du désert au cours desquelles il a été même relégué au troisième palier, ambitionne pour son retour en Ligue 1 d'as-



surer d'abord son maintien.

"La saison prochaine sera très difficile, dans la mesure où pas moins de quatre équipes seront appelées à quitter l'élite.

Nous devons être prêts afin de relever le défi, pour que les efforts consentis pour retrouver la Ligue 1 ne partent pas en fumée", a encore dit le boss du WAT, qui avait annoncé son départ à l'issue de l'exercice passé avant de renoncer à sa décision "faute

de candidats à (sa) succession", a-t-il précisé.

Conscient de la difficulté de la tâche qui attend son équipe, le même interlocuteur a reconnu que son effectif aura besoin de renforts au cours de l'actuelle période des transferts en engageant au moins huit nouveaux joueurs au profil bien précis.

Mais en attendant de lancer l'opération de recrutement sous la houlette de l'entraîneur Aziz Abbès, qui

vient de voir son contrat prolongé pour une autre saison, la direction du club devra régler ses dettes auprès de certains anciens joueurs ayant recouru à la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL), causant au WAT l'interdiction de recrutement au cours de l'actuelle période de transferts, a rappelé le président du WAT, estimant à six millions de dinars la valeur des dettes en question.

## LIGUE 1 - JS SAOURA L'entraîneur Ighil prolonge son contrat d'une année

La direction de la JS Saoura a prolongé d'une année le contrat de son entraîneur Meziane Ighil, a indiqué dimanche ce club de Ligue 1 de football sur sa page officielle Facebook.

Cette décision est motivée par "les bons résultats réalisés par la JSS sous la houlette de Meziane Ighil lors de la précédente édition du championnat avant que celle-ci ne soit interrompue à cause de la pandémie de coronavirus", précise la même source.

L'ancien sélectionneur national, qui a également occupé le poste de directeur technique national, a rejoint le club du sud-ouest du pays lors du pré-

cédent mercato hivernal en remplacement de Lyamine Bougherara qui avait démissionné de son poste.

Sous la houlette d'Ighil, la JSS a terminé à la sixième place au classement avec 33 points récoltés en 22 matchs joués, rappelle-t-on.

Le coach des "Canaris", cité par la même source, s'est dit "heureux de poursuivre l'aventure avec la JSS", rendant hommage à la direction du club "pour la confiance placée en (lui)".

Il s'est, en outre, engagé à "déployer tous les efforts nécessaires pour réussir de meilleurs résultats au cours du prochain exercice", dont le coup d'envoi

est prévu pour le 20 novembre. Concernant le programme de préparation d'intersaison, qui commencera dimanche soir, le driver de la JSS a assuré avoir établi une feuille de route "bien définie, s'étalant du premier stage programmé à Béchar jusqu'à la première journée de championnat", rapporte-t-on de même source.

A souligner que la direction de la JSS a engagé jusque-là deux nouveaux joueurs seulement dans le cadre du mercato estival. Il s'agit de l'attaquant Mehdi Draouche et du défenseur Mohamed Amrane, tous les deux en provenance du CA Bordj Bou Arréridj.

## AS ROME

### Le Turc Cengiz Under prêté un an à Leicester City

L'ailier international turc de l'AS Rome (Serie A italienne), Cengiz Under, a été prêté pour une saison à Leicester City, a annoncé dimanche le club pensionnaire de la Premier League anglaise de football.

"Je suis très impatient d'aller à Leicester et de commencer l'entraînement.

J'ai toujours voulu jouer en Angleterre et c'est une belle opportunité de jouer en Premier League", a réagi le joueur sur le site internet

du club. Selon la presse, le prêt serait assorti d'une option d'achat.

A Leicester, Under (23 ans), qui a fait ses débuts internationaux à 19 ans (21 sélections), retrouvera son compatriote Caglar Soyüncü,

titulaire indiscutable en défense centrale.

A la Roma, où il était arrivé en 2017 en provenance d'Istanbul Basaksehir (Div.1 turque), Under a disputé 23 matches la saison dernière, inscrivant trois buts.

## PANAMA

### Le championnat de football relancé un jour après son annulation

Annulé vendredi à cause de la pandémie de coronavirus, le championnat panaméen de football va finalement reprendre le 23 octobre prochain, a annoncé samedi la Fédération panaméenne de football (Fepafut) à l'issue d'une réunion avec les dirigeants des clubs. Les équipes devront cependant se plier à un protocole de sécurité et les matches se disputent à huis-clos, a précisé la fédération.

Le championnat panaméen, qui regroupe dix équipes de niveau semi-

professionnel, avait été suspendu en mars dernier, après neuf journées, et devait initialement se terminer entre octobre et décembre. Mais face au risque de contamination lors de la reprise, la Fepafut avait décidé vendredi d'annuler purement et simplement la saison, estimant que des cas positifs "obligeraient à annuler des matches et placer des équipes complètes en quarantaine, ce qui rend impossible la tenue de la compétition". Une annonce qui a cependant provoqué un

mouvement d'humeur de la part des joueurs de la sélection nationale panaméenne, actuellement en stage avec leur nouvel entraîneur hispano-danois Thomas Christiansen, plusieurs joueurs décidant de quitter le rassemblement.

Jusqu'ici dans l'ombre du baseball et de la boxe, le football a trouvé de nouveaux adeptes ces dernières années, profitant notamment de la première qualification de sa sélection pour une Coupe du monde, en 2018 en Russie.

**ARSENAL TOUJOURS SUR PARTEY**

En contact avec l'Atlético Madrid depuis de nombreuses semaines au sujet de Thomas Parthey, Arsenal n'a pas abdiqué. Néanmoins, la position des Colchoneros serait claire : le milieu de terrain de 27 ans est libre de partir si, et seulement si, un club s'acquitte du montant de sa clause de départ, qui s'élève à 50 millions d'euros. Une somme que les Gunners n'ont pas à leur disposition pour le moment.



**NÉGOCIATIONS EN COURS POUR DELE ALLI ?**

Dele Alli, absent des deux derniers matchs de Tottenham, ne serait plus sur les petits papiers de Mourinho. Le joueur anglais serait courtisé par le PSG qui aurait déjà entamé des discussions pour le signer. L'avenir de Dele aux Spurs semble incertain.

Après avoir été absent des deux matchs de son club avec Tottenham, le joueur anglais aurait été bouleversé par cette décision. Le milieu offensif se chercherait donc un nouveau point de chute, et le PSG, à l'affût d'une bonne affaire au milieu de terrain, serait très intéressé pour l'accueillir dans la capitale.

Selon le Telegraph, des négociations auraient même été déjà entamées par Leonardo, qui aurait l'aide de signer ce joueur depuis longtemps. Les Spurs ne voudraient pas renforcer un concurrent anglais et seraient ouverts à la possibilité de prêter le joueur anglais.

Leonardo qui cherche à réaliser un mercato malin, pourrait donc empêcher en prêt un joueur talentueux, qui renforcerait la rotation au milieu de terrain, capable aussi de jouer sur l'aile gauche.

**MOURINHO VEUT JESSE LINGARD !**

L'entraîneur de Tottenham, José Mourinho, souhaiterait retrouver Jesse Lingard, devenu un pilier de Manchester United lors de son mandat. Alli lui ne serait plus désiré.

Le mercato de Tottenham ne serait visiblement pas finit selon ESPN. Après avoir pioché au Real Madrid avec l'arrivée de Gareth Bale et Sergio Reguilón, José Mourinho souhaiterait de nouveau enrôler un joueur passé par ses anciens clubs. C'est au tour de Jesse Lingard et Manchester United, dernier club du Special One avant son atterissage aux Spurs, que l'entraîneur portugais aimerait recruter.

Devenu un joueur-clé lors de son mandat de deux ans à Old Trafford, José Mourinho aurait demandé au président Dani Levy d'explorer la possibilité d'une retrouvaille entre l'Anglais et lui. Des discussions seraient en cours actuellement.

L'entraîneur mancunien Ole Gunnar Solskjaer aurait déclaré à Lingard qu'il souhaiterait le garder du côté mancunien. Selon les différentes sources d'ESPN, le natif de Warrington serait réticent à quitter le club de son enfance, mais souhaiterait jouer beaucoup plus régulièrement, ce que MU ne pourrait peut-être pas promettre avec son attaque Martial, Rashford, Greenwood... La meilleure saison de sa carrière était en 2017-2018 sous les ordres de José Mourinho, avec 13 buts et 5 passes décisives en 48 matchs, donc des retrouvailles pourraient le relancer.

**Bale annonce la couleur**

Sept ans après avoir quitté Tottenham pour rejoindre le Real Madrid dans un transfert record à l'époque, Gareth Bale a fait son retour chez les Spurs. L'international gallois s'est déclaré très motivé par cette nouvelle étape dans sa carrière.

Aussitôt son retour officialisé, Gareth Bale a fait part de son bonheur de revenir dans un club qu'il avait rejoint à l'âge de 17 ans en 2007 : « C'est agréable d'être de retour. C'est un club si spécial pour moi. C'est là que je me suis fait un nom », a déclaré Bale. « J'espère que maintenant je pourrai me remettre en forme, me mettre en route et vraiment aider l'équipe et, espérons-le, gagner des trophées. » a-t-il ajouté. Gareth Bale arrive à Londres avec une blessure au genou contractée lors d'un match avec son équipe nationale. Il lui faudra plusieurs semaines pour retrouver un niveau physique compatible avec les joutes de Premier League.



**ABSENCE PROLONGÉE POUR AGÜERO**

Opéré d'un genou en juin dernier, Sergio Agüero (32 ans) n'a toujours pas retrouvé les terrains. Et à en croire l'entraîneur de Manchester City, Pep Guardiola, l'attaquant argentin en a encore pour plusieurs semaines avant d'effectuer son retour à la compétition. "Il n'a toujours pas eu une seule séance d'entraînement avec nous et Sergio n'est pas un gars qui retrouve rapidement sa condition physique. Il est indisponible depuis longtemps, alors il faudra peut-être un ou deux mois pour qu'il soit prêt", a révélé le manager catalan face aux journalistes. Une absence préjudiciable qui a énormément pesé lors du Final 8 de la Ligue des Champions...

**Fonseca voulait «protéger» Dzeko**

Edin Dzeko, convoité par la Juventus, est resté sur le banc romain samedi lors du match contre Vérone, et son entraîneur a ensuite expliqué pourquoi.

L'entraîneur de la Roma, Paulo Fonseca, a tenté d'ignorer les questions sur le transfert d'Edin Dzeko à la Juventus après avoir opté pour une place sur le banc contre Vérone pour son attaquant, samedi soir (0-0).

"Nous ne pouvons pas dire ce qui se serait passé si Dzeko avait joué", a déclaré l'entraîneur à DAZN. Inévitablement, Fonseca a été interrogé à nouveau sur la situation de Dzeko, car le laisser sur le banc était une confirmation tacite qu'il se préparait à rejoindre un autre club.

"Ce fut une semaine très difficile pour Dzeko. J'ai pris cette décision pour le protéger", a-t-il indiqué.

Par chance, le prochain match de la Roma sera contre la Juventus (dimanche) alors Dzeko jouera-t-il et en faveur de qui ? "Nous verrons!", a répondu Fonseca.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

**DK NEWS**

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction **A. CHERBAL**

**RÉDACTION ADMINISTRATION**  
 «3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00  
 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

**PUBLICITE :** S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00  
 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

## RÉFÉRENDUM SUR LA CONSTITUTION

### Charfi: "sensibiliser le citoyen quant à son droit au vote sans s'immiscer dans son choix"

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi a fait savoir que la mission de son organe consistait à "sensibiliser le citoyen quant à l'impératif d'exercer son droit de vote, selon le principe de la démocratie participative, sans pour autant s'immiscer, d'une façon ou d'une autre, dans son choix".

Dans une déclaration à l'APS, M. Charfi a précisé que l'action de sensibilisation figurait parmi les principales prérogatives de l'ANIE, affirmant que "notre travail consiste à sensibiliser le citoyen quant à l'impératif d'exercer son droit au vote, selon le principe de la démocratie participative, sans pour autant s'immiscer, d'une façon ou d'une autre, dans son choix". Evoquant le volet encadrement de cette consultation populaire, M. Charfi se félicite de l'esprit patriotique dont fait preuve le peuple algérien quant à ce rendez-vous important qui s'inscrit dans le cadre de "la dynamique du changement inclusif".

Suite à la convocation, mardi dernier par le président de la République, du corps électoral pour le référendum sur la révision constitutionnelle, l'ANIE a annoncé la période de révision exceptionnelle des listes électorales, devant commencer dimanche 20 septembre et durer jusqu'au 27 du même mois.

A noter qu'une campagne de sensibilisation sur ce projet national sera également lancée dimanche.

Plus précis, M. Charfi a fait part des préparatifs en cours pour le référendum populaire, indiquant qu'il serait probablement possible de s'inscrire aux listes électorales à distance au lieu d'y procéder à l'ancienne. "Nous envisageons probablement lancer l'opération d'inscription pour la première fois à distance, d'ailleurs le staff technique de l'ANIE travaille sur cette option et nous nous effor-

çons d'y parvenir", a-t-il souligné, estimant que dans le cas où il ne sera pas possible de mener à bien cette démarche lors de ce référendum, cette alternative sera mise appliquée durant les prochaines législatives. De surcroît, le nombre des "membres du secrétariat", bénévoles, inscrits durant les trois derniers jours via internet a atteint 1000 personnes/jour, et ce, en dépit de l'instabilité du réseau internet durant cette période en raison de l'examen du baccalauréat, a-t-il expliqué. Il s'agit bel et bien de jeunes algériens, parmi les étudiantes et étudiants qui représentent "une réserve démocratique" ayant pour mission de "combler tout manque en ressources humaines destinées à encadrer le processus électoral et préserver la voix des citoyens le jour J".

Revenant sur les préparatifs menés par l'ANIE au sujet du référendum, M. Charfi a assuré que son organe était "fin prêt" pour ce rendez-vous, après avoir pris les choses en main dès l'annonce par le président de la République de son agenda politique et sa volonté d'opérer un amendement de la Constitution.

La démarche de l'ANIE "n'a pas cessé d'avancer malgré la crise sanitaire du fait de la Covid-19, laquelle a, certes, ralenti le rythme des préparatifs", a-t-il révélé.

**Améliorer la performance durant le processus électoral, un objectif que l'ANIE veut atteindre**  
L'élection présidentielle du 12 décembre dernier a

été la première épreuve de l'ANIE, qui lui a permis par la suite d'acquérir une expérience dans les divers aspects du processus électoral. L'ANIE est "prête" à organiser et encadrer ce référendum populaire et "aspire actuellement à améliorer sa performance", a souligné M. Charfi.

Le prochain référendum a pour objectif d'"approfondir la dynamique de changement amorcé par le Hirak populaire qui a abouti à une élection présidentielle qui a été sanctionnée par un Président élu démocratiquement", a-t-il dit, ajoutant que ce changement "se poursuit de manière approfondie à travers l'approbation d'une révision constitutionnelle" qui se prépare dans "un climat serein", ce qui constitue "un acquis proprement dit". Il a également évoqué la constitutionnalisation de l'ANIE qui permet de "renforcer l'indépendance de cette organe qui régit et organise les différentes échéances cruciales, tout en les mettant à l'abri de toutes éventuelles transitions politiques".

A une question sur la commission gouvernementale chargée d'assister l'ANIE pour l'organisation du référendum sur la révision constitutionnelle et l'éventualité de la remise en question de l'indépendance de l'Autorité suite à la création de cette commission, M. Charfi a souligné que ce mécanisme "n'a aucun lien avec l'organisation", l'acte électoral relevant exclusivement de l'Autorité. Rappelant que la loi autorise l'Autorité à accéder à tous les moyens

matériels pour lui permettre d'accomplir pleinement ses missions, M. Charfi a indiqué avoir proposé au Président de la République de tenir l'autorité loin de toutes les préoccupations liées aux aspects matériels qui pourraient la détourner de sa principale mission qui est d'organiser le référendum et veiller sur la régularité de l'opération de vote". A cet effet, le Président de la République a instruit le gouvernement de mettre en place les mécanismes à même de mener à bien cette démarche, à travers la création du mécanisme sus-indiqué, selon M. Charfi.

Dans le cadre de ce mécanisme, une coordination est établie avec les Secrétaires généraux des ministères concernés par le prochain référendum pour cerner les besoins matériels et structures administratives mis à la disposition de l'Autorité durant cette période, ajoutant que "le budget consacré à ce rendez-vous a été fixé".

M. Charfi a cité, à titre d'exemple, le protocole sanitaire relatif au référendum du 1er novembre prochain, d'où le recours au ministère de la Santé pour assurer les ressources humaines, à savoir le personnel des corps médical et paramédical ainsi que les ressources matérielles pour la mise en application de ce protocole".

La création de ce mécanisme qui intervient à la demande de l'ANIE vise à "rationaliser les dépenses de l'Etat durant les différentes opérations du processus électoral".

## ACCIDENTS DE LA ROUTE 6 personnes décédées 414 autres blessées durant les dernières 48H

Six personnes sont décédées et 414 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la route à travers des wilayas du pays durant les dernières 48H, indique un samedi, un bilan de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Tiaret avec 07 interventions suite à plusieurs accidents de la route causant le décès d'une (01) personne et des blessures à 10 autres.

Durant la même période, les unités de la Protection civile ont enregistré 5033 différentes interventions pour répondre aux appels de secours, suite à des accidents de la circulation, accidents domestiques, évacuation sanitaire, extinction d'incendies et dispositifs de sécurité.

Concernant les intempéries, les secours de la protection civile ont procédé à des opérations d'épuisement des eaux pluviales infiltrées dans quelques habitations à travers les wilayas de Sidi Bel Abbes (communes de Ben Badis et Sidi Ali Ben Youb) et Ain Defla (communes de Rouina et Boumedfaa).

Elles ont également prodigué des soins de premières urgences à deux (02) personnes blessées suite à l'effondrement d'un mur du 1er étage d'une habitation sis à la commune de Rouina (Ain Defla).

Dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 47 opérations de sensibilisation à travers 06 wilayas (43 communes), portant sur la nécessité du respect le confinement ainsi que les règles de la distanciation physique.

Elles ont aussi effectué 217 opérations de désinfection générale à travers 18 wilayas (78 communes) touchant l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles.

A cet effet, 348 agents, 40 ambulances, 34 engins, ont été mobilisés ainsi que la mise en place des dispositifs de surveillance dans un (01) site d'hébergement destiné au confinement des citoyens rapatriés à travers la wilaya d'Illizi.

## LUTTE CONTRE LE TERRORISME Un terroriste abattu et un (01) pistolet mitrailleur récupéré à Jijel (MDN)

Un détachement de l'Armée nationale populaire a abattu, dimanche, un (01) terroriste et récupéré un (01) pistolet mitrailleur lors d'une opération de fouille et de ratissage à l'est de Taxena, à Jijel, en 5e Région militaire, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée Nationale Populaire a abattu un (01) terroriste, ce matin du 20 septembre 2020, lors d'une opération de fouille et de ratissage à Oued Djendjen dans la localité d'Amssif à l'est de la commune de Taxena, wilaya de Jijel en 5e Région Militaire", précise la même source. Cette opération, est-il ajouté, "toujours en cours, a permis de récupérer un (01) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, deux (02) chargeurs garnis et d'autres objets".

"Cette opération vient booster la dynamique de résultats positifs réalisés par les unités de l'Armée Nationale Populaire, et dénote de la permanente veille, à travers tout le territoire national, pour mettre en échec toute tentative visant à porter atteinte à la sécurité et la stabilité du pays", souligne le MDN.

## ALGÉRIE - MALI

### M. Sabri Boukadoum entame une visite de travail à Bamako

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, dépêché par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a entamé dimanche matin une visite de travail dans la capitale malienne Bamako au cours de laquelle il aura des entretiens sur la situation dans ce pays, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

"Dépêché par Monsieur Abdelmadjid Tebboune, Président de la République, le ministre des Affaires étrangères, M. Sabri



Boukadoum, est arrivé ce jour à Bamako dans le cadre d'une visite de travail", annonce la même source, qui précise que cette visite, "la deuxième en l'espace de moins d'un mois, s'inscrit dans le cadre des relations fraternelles, d'amitié et de coopération qui lient l'Algérie au Mali".

"M. Sabri Boukadoum aura une série d'entretiens avec plusieurs interlocuteurs maliens et internationaux sur la situation au Mali", ajoute le communiqué.